

SEANCES DU MARDI 31 JANVIER 1984
VERGADERINGEN VAN DINSDAG 31 JANUARI 1984ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DU SOIR
AVONDVERGADERING

SOMMAIRE:

PROJET DE LOI (Discussion):

Projet de loi portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension.

Discussion générale (suite). — *Orateurs*: MM. Vercaigne, De Smeyter, Basecq, Egelseers, rapporteur, J. Peetermans, Cooreman, Gevenois, De Kerpel, Vandezande, M. le Président, p. 1048.

INHOUDSOPGAVE:

ONTWERP VAN WET (Bespreking):

Ontwerp van wet houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

Algemene bespreking (voortzetting). — *Sprekers*: de heren Vercaigne, De Smeyter, Basecq, Egelseers, rapporteur, J. Peetermans, Cooreman, Gevenois, De Kerpel, Vandezande, de Voorzitter, blz. 1048.

PRESIDENCE DE M. LEEMANS, PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER LEEMANS, VOORZITTER

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 19 h 30 m.
De vergadering wordt geopend te 19 u. 30 m.

PROJET DE LOI PORTANT MESURES D'HARMONISATION
DANS LES REGIMES DE PENSION*Continuation de la discussion générale*

ONTWERP VAN WET HOUDENDE MAATREGELEN TOT HARMONISERING IN DE PENSIOENREGELINGEN

Voortzetting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pension.

Wij hervatten de algemene beraadslaging van het ontwerp van wet houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen.

La parole est à M. Vercaigne.

M. Vercaigne. — Monsieur le Président, monsieur le secrétaire d'Etat, chers collègues, je voudrais, en préambule, souligner que c'est avec un intérêt assez vif que j'ai suivi les interventions de plusieurs membres de la majorité, notamment celle de Mme Herman. Son exposé, toujours très clair, va au fond des choses. Je dirai également quelques mots des interventions de MM. Califice et Lagae.

Je constate qu'à propos de ce problème, il existe, au sein de la majorité, une mosaïque d'opinions. J'irai même plus loin. J'ai relevé un antagonisme certain entre les propos tenus par M. Califice, Mme Herman et M. Lagae. Ils ont une approche toute différente du problème. Mme Herman, à qui M. Lagae a quelque peu emboîté le pas, a axé son intervention sur une certaine sinistrose. Elle a fait état de données démographiques : en effet, le nombre de pensionnés s'accroît et celui des cotisants diminue. Je pourrais même aller plus avant ; entre soixante et soixante-cinq ans, le nombre de personnes actives et, par conséquent, celui des cotisants diminuent sans cesse. Je pense notamment à la politique de prépension menée actuellement dans les grandes entreprises comme la FN ou Cockerill-Sambre.

Par contre, je ne partage pas la suite de l'analyse de Mme Herman car, dans ce pays, aucun effort n'est réalisé jusqu'à présent pour débarrasser, un tant soit peu, les revenus et les fortunes, ce qui permettrait de dégager de nouveaux moyens de financement du secteur des pensions.

M. Califice, dont je partage — je l'avoue — l'analyse à 95 p.c., occupe une position très minoritaire au sein du large groupe PSC-CVP. Il a dénoncé, notamment, la « fusée à trois étages » dont j'ai déjà fait état lors de l'examen du budget de la Prévoyance sociale.

Je voudrais rappeler que c'est à l'initiative de parlementaires CVP-PSC qu'au mois d'avril dernier, fut déposée une proposition de loi dont je n'ai plus entendu parler et qui m'avait fait dresser les cheveux sur la tête. Monsieur Cooreman, vous étiez un des signataires de cette proposition, de même que M. Gijs et le président du groupe PSC.

M. Cooreman. — J'en parlerai.

M. Vercaigne. — J'ai tout lieu de le croire. Je pense que M. Califice, malgré toute son expérience, occupe une position de plus en plus minoritaire au sein du PSC et que la sinistrose gagne même certains de ses amis. J'ai sous les yeux un extrait de presse publié à la suite d'une émission *Faire le point*, au cours de laquelle M. Maystadt, interrogé, répondait, face aux milliers de téléspectateurs dominicaux, qu'en 1985-1987, le financement des pensions poserait de très sérieux problèmes.

Je ne voudrais pas en arriver à mon intervention proprement dite sans rappeler une remarque que j'ai formulée lors de l'examen du budget de la Prévoyance sociale. Les milieux de droite — j'y inclis les milieux patronaux les plus offensifs comme le *Vlaams Economisch Verbond* — sont éminemment intéressés à votre système de fusée à trois étages puisque leurs bénéfices en dépendent. Ils se disent en effet en difficulté, ce qui ne les empêche pas de rouler carrosse. Nous devrions un jour — ce ne doit pas être aujourd'hui — évoquer très sérieusement, avec des arguments autres que ceux d'arrière-salle de café, les problèmes posés par l'avenir de toute la sécurité sociale, dont le secteur des pensions est un élément très important.

J'en viens maintenant à mon intervention proprement dite.

Comme les rapporteurs et vous-même, monsieur le secrétaire d'Etat, je me réjouis qu'une seule personne soit compétente en matière de pensions. Auparavant, en effet, la dispersion des responsabilités était

telles qu'il était impossible de déceler qui était responsable dans tel ou tel cas. C'est donc incontestablement un progrès par rapport au passé.

Je me réjouis, en outre, qu'un réel effort de clarification soit effectué à l'occasion de la présentation de ce projet de loi. Vous savez que nous vivons dans un pays où les tendances bureaucratiques sont très tenaces et qu'elles s'autoalimentent de manière régulière.

Voir clair dans la montagne de documents qui régissent les multiples régimes de pensions n'est plus à la portée d'un seul homme ou de quelques hommes, si compétents soient-ils. Il convenait donc d'harmoniser et de réduire le volume de la réglementation afin de rendre un peu plus transparente cette matière très complexe.

Vous y avez réussi en partie, ce n'est déjà pas mal !

Je n'ai pas la même conception du terme « clarification » que certains intervenants précédents qui entendent par là une réduction des avantages octroyés, alors que je n'y vois rien d'autre que ce que le mot signifie. Il faudra d'ailleurs y revenir si l'on veut que les personnes pour qui, en définitive, tous ces règlements sont faits, s'y retrouvent.

Reste à présent à examiner le contenu de vos propositions. Il est certain qu'une sérieuse marche arrière a été effectuée par rapport à vos propositions initiales, notamment en matière de régime de retraite des agents de la fonction publique.

L'action décidée des grévistes de septembre dernier vous a imposé de sérieux reculs précisément là où vous vouliez réaliser l'essentiel des économies projetées. C'est ainsi qu'une notion fondamentale comme « la pension de retraite est un salaire différé » a été confirmée, ce qui a pour conséquence qu'à l'avenir, aucune cotisation ne pourra être réclamée aux agents pour leur future pension de retraite.

Dans votre introduction, vous signalez qu'une revendication syndicale tendait à maintenir le Fonds des pensions de survie, appelé communément Caisse des veuves et orphelins, comme fonds créditeur des cotisations versées par les agents des services publics en vue de ne pas altérer le caractère de traitement différé attaché à leur pension de retraite.

Vous ajoutez que « les organisations syndicales marquaient cependant leur accord pour que les bonis de la CVO puissent contribuer au financement des pensions de retraite ».

Je crois que sur ce point, l'unanimité ne s'est pas faite au sein des organisations syndicales. L'une d'elles a parlé de spoliation à ce propos. Elle a même participé à la rédaction d'un texte de proposition de loi visant à faire abroger l'arrêté n° 30 et dont les développements me semblent particulièrement intéressants.

J'y apprendis que l'avoir des caisses, sauf les sommes nécessaires pour le service courant, est placé en rentes sur l'Etat ou en obligations du Trésor. Cette disposition existe depuis 1844.

Les divers gouvernements qui se sont succédé ces dernières années n'ont jamais versé d'intérêts à la Caisse des veuves et orphelins. Des sommes énormes ont ainsi profité au Trésor, qui y a trouvé ses avances de trésorerie, sans supporter de charges financières.

Or ce sont les retenues effectuées sur la totalité du traitement et à charge des seuls agents qui ont alimenté le fonds mis à la disposition du Trésor sans que celui-ci verse le moindre intérêt, alors que le Fonds des pensions de survie est la propriété exclusive de ceux qui l'ont alimenté, c'est-à-dire les agents de la fonction publique. Il est extraordinaire que les gouvernements s'arrogent le droit de disposer de fonds considérables qui appartiennent à autrui sans verser le moindre intérêt. Partout ailleurs, monsieur le secrétaire d'Etat, vous seriez condamné pour de tels actes que je ne qualifierai pas autrement.

Cette situation déjà singulière par son caractère particulièrement inique s'est encore aggravée par la spoliation des réserves accumulées et qui, en 1982, accusaient un excédent de plus de 14 milliards.

Par l'arrêté que j'ai cité, ce gouvernement est allé plus loin puisqu'il s'est arrogé le droit de prélever toutes les réserves du Fonds des pensions de survie pour couvrir des dépenses en matière de pensions de retraite qui étaient et doivent rester à charge exclusive de l'Etat.

Voilà la critique fondamentale que je vous adresse.

D'autre part, voilà un fonds qui est largement en boni. Les cotisations payées par les agents des services publics s'élevaient à 6,5 p.c. jusqu'au 30 juin 1982, que vous avez porté à 7 p.c. par l'arrêté en cause et, depuis octobre 1983, à 7,5 p.c. alors que rien, financièrement parlant, ne justifiait de telles augmentations.

Il est inconcevable d'augmenter la contribution des agents pour une caisse largement en boni et, ensuite, de rafler tous les excédents comme

vous l'avez fait. Puisqu'il y avait excédents — c'est ma théorie —, c'est plutôt de diminutions de cotisations qu'il aurait fallu parler! Si vous considérez que la pension de retraite constitue un salaire différé, les cotisations des agents étant suffisantes pour payer les pensions des veuves et orphelins, il n'y a pas de raison d'augmenter ces cotisations, encore moins de prendre des bonis et d'augmenter à nouveau.

C'est donc pour vous un moyen de quand même faire intervenir les agents pour leur pension de retraite puisque, d'une part, vous prenez tous les bonis et que, d'autre part, vous augmentez sans arrêt les cotisations pour la CVO alors que rien ne justifie une telle mesure si vous êtes bien d'accord pour affirmer que la pension de retraite constitue pour tous les agents un salaire différé.

C'est cette contradiction fondamentale que je voulais mettre en lumière.

Pour le reste, je constate que certaines améliorations sont apportées dans divers domaines, que ce soit en matière de prise en compte des années prestées avant l'âge de 19 ans ou dans celui de la complète réalisation d'une déjà vieille revendication d'égalité de traitement entre hommes et femmes. Ce sont des éléments positifs qu'il convenait de souligner.

En outre, un premier pas, non négligeable, est fait en matière de revalorisation des pensions des travailleurs indépendants. Ceux-ci, depuis trop longtemps, étaient condamnés à percevoir une pension forfaitaire dont le niveau était particulièrement bas. Un effort est fait, pour cette catégorie de personnes, par l'introduction d'une certaine proportionnalité.

Tout à l'heure, un membre de la majorité a signalé que ces pensions forfaitaires étaient trop basses et s'avéraient même inférieures au revenu garanti aux personnes âgées. Il a cependant omis de souligner que, pour ce type de revenu, on mène une enquête sur les ressources. Il faudra bien, un jour, jouer cartes sur table afin qu'on sache, dans ce pays, qui gagne quoi, qui possède quoi, pour pouvoir aborder, de manière valable, cette discussion de l'effort de contribution à la sécurité sociale.

Cette introduction d'une certaine proportionnalité se fera au prix de cotisations en hausse, mais il serait inconvenant de ne pas souligner l'innovation réalisée. Cette étape sera suivie d'autres afin de permettre à tous ceux qui vivent de leur travail de se couvrir pleinement contre les aléas de l'existence, au moment de leur mise à la pension.

Monsieur le secrétaire d'Etat, lors de l'examen du budget de la Prévoyance sociale, des données statistiques très intéressantes ont été fournies. Elles nous permettent de constater une très grande disparité dans les montants des pensions. Nous pouvons concevoir l'écroulement des très grosses pensions, par exemple, toutes celles qui dépassent 80 000 ou 100 000 francs par mois.

Ce n'est pas aussi négligeable qu'a bien voulu le dire Mme Michielsens. Les pensions complémentaires permettent à certains d'atteindre des montants importants. On a ainsi cité le chiffre de 630 000 francs par mois. Sans doute s'agissait-il d'un grand manitou de la Banque Nationale, car je ne vois pas qui pourrait percevoir une telle pension. Il faut constater que pas mal d'administrateurs de sociétés et de directeurs d'entreprises se constituent des pensions complémentaires aux frais de la société, qui dépassent de 10, de 15, voire de 20 fois, la pension minimale garantie. De ce côté, il conviendrait de clarifier la situation.

Nous plaçons toujours pour que toutes les pensions distribuées ne puissent être inférieures aux 75 p.c. du dernier ou meilleur salaire pour une carrière complète. Il s'agit là d'une vieille revendication du mouvement ouvrier, qui a été laissée de côté mais je ne suis pas d'accord avec cette idée d'abandon. Comme je l'ai indiqué tout à l'heure, aussi longtemps qu'on ne jouera pas réellement cartes sur table, je ne marcherai dans aucune démonstration chiffrée. Il faudra que vous fassiez tous la preuve d'une honnêteté totale à ce propos.

Une plus grande transparence est donc nécessaire si l'on veut pratiquer les solidarités nouvelles qui sont indispensables pour la viabilité de notre sécurité sociale.

Le problème du financement trouverait sa solution dans un nouveau mode de financement basé notamment, par exemple, sur la valeur ajoutée générée par les entreprises pour ce qui est du financement des pensions du secteur privé. Par ailleurs, une meilleure connaissance des revenus et fortunes est absolument nécessaire si l'on veut demander aux uns selon l'état de leur fortune et aux autres selon l'état de leurs revenus.

Ceux qui, aujourd'hui, préconisent des systèmes basés sur la capitalisation veulent, en fait, instaurer un minimum vital en matière de pension et diviser les citoyens en deux grandes catégories. D'un côté, ceux

qui, en fonction des revenus élevés, peuvent se constituer des pensions complémentaires individuelles et, de l'autre, la grande masse des travailleurs, avec ou sans emploi. Si on a parlé de plus de deux millions de pensionnés, il ne faut pas oublier les 900 000 personnes qui ne disposent pas d'un emploi convenable et qui sont également concernées par vos propositions. Cette grande masse devrait se contenter de sommes dérisoires comme celles préconisées par le service d'études de la Banque de la Société générale, cité par M. Califice et, qui, dans son bulletin de décembre, que nous avons tous reçu, estimait à 12 000 francs par mois pour un isolé et à 15 000 francs pour un ménage ce que le gouvernement devrait se contenter d'assurer à tous.

Pour le reste, ces braves sociétés capitalistes veilleraient bien à assurer, à ceux qui le peuvent, de douillettes pensions complémentaires.

Cela, nous ne l'accepterons jamais et ceux qui voudraient imposer ces mesures nous trouveront sur leur chemin pour dénoncer la manœuvre et mettre en lumière les mauvaises actions projetées.

J'appuierai les amendements, très pertinents, déposés par nos collègues socialistes car ils tendent à améliorer ce projet qui n'est pas mauvais en soi car je reconnais qu'on y observe une certaine cohérence. Je ne puis accepter les arrêtés de pouvoirs spéciaux qui ont déjà été pris en cette matière, ni d'ailleurs votre affirmation selon laquelle il s'agirait de mesures provisoires puisque vous avez dû faire marche arrière à propos de l'essentiel des économies que vous comptiez réaliser dans le secteur des pensions publiques.

Comme je l'ai indiqué, les problèmes peuvent être envisagés différemment mais vous ne le voulez pas et c'est ce que je condamne. (*Applaudissement sur certains bancs socialistes.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Smeyster.

De heer De Smeyster. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, geachte collega's, uw bijzondere commissie voor de Pensioenen heeft belangrijke besprekingen gewijd aan het omvangrijke ontwerp van wet over de harmoniseringsvoorstellen van de staatssecretaris.

De daarin vervatte basisgedachte «gelijke regels voor iedereen» is nochtans niet doorgetrokken voor de drie stelsels: openbare sector, privé-sector en sector van de zelfstandigen. Ik verwijs naar het verslag, op bladzijde 177, artikel 149, waar geprobeerd werd de hoogste pensioenbedragen in de drie stelsels gelijk te maken, en ook naar bladzijde 145 van het verslag, artikel 118, naar bladzijde 146, artikel 119 en naar bladzijde 167, artikel 134, om te proberen ook de minimabedragen voor een ieder gelijk te maken.

Artikel 6 van de Grondwet bepaalt nochtans dat iedere Belg gelijk is voor de wet.

Met dit ontwerp tot harmonisering dat wij nu bespreken, is het niet mogelijk gebleken te voldoen aan dit gelijkheidsprincipe. Omdat de Socialistische Partij overtuigd is van dit principe worden op dit stuk weer amendementen ingediend, die bij de artikelsgewijze bespreking zullen worden verdedigd. Iedereen kan dan zijn verantwoordelijkheid nemen. Of is de titel van dit ontwerp van wet «maatregelen tot harmonisering» misschien misleidend en dekt de vlag een andere lading, namelijk, nog meer besparen in de pensioenen.

Oorspronkelijk werden de bezuinigingen maar geraamd, in de openbare sector: besparingen op de minimapensioenen 76 miljoen, beperking cumulatieve op rust- en overlevingspensioenen 60 miljoen, in het totaal is dit 136 miljoen; bij de werknemers: eenheid van loopbaan 364 miljoen, beperking cumulatieve op rust- en overlevingspensioenen 1 057 miljoen, of in het totaal 1 421 miljoen; in de sector der zelfstandigen: 253 miljoen. De verhoging van de bijdragen in de openbare sector wordt op 3,7 miljard geraamd.

De staatssecretaris moet echter ook rekening houden met de andere regeringspartner, de PVV, die het Mattheus-effect predikt, namelijk aan hen die hebben zal nog meer gegeven worden.

Deze stelregel is trouwens het leidmotief van deze regering en de christen-democraten kunnen of durven zich er niet tegen verzetten, want anders is er geen meerderheid meer.

De weg moet voorbereid en geëffend worden voor het privé-initiatief, ook in de pensioensector. Alle mooie voorbereidingen en besprekingen ten spijt, moest de harmonisering naar beneden toe nog een stap verder doen en komt men nu tot de volgende nieuwe resultaten:

De bezuinigingsmaatregelen 1984-1988 in de overheidsector, zoals de staatssecretaris deze nu heeft berekend, vindt ge op bladzijde 248 en verder van het verslag.

Samengeteld kom ik aan meer dan 42 miljard alleen in de overheidssector. Bij de werknemers kom ik aan 13 miljard besparingen en in het regime van de zelfstandigen aan 2 miljard.

Te zamen meer dan 57 miljard op 5 jaar of 11 miljard per jaar.

Wij krijgen door dit ontwerp wel een harmonisering in het minder uitbetalen aan pensioenen.

Harmonisering tot betalen van hogere pensioenbijdragen om minder te ontvangen komt er ook in voor.

De openbare sector zal 18 miljard meer betalen, de werknemers 97 miljard en de zelfstandigen 1 miljard. In het totaal maakt dat 116 miljard of 23 miljard per jaar.

Met deze harmonisering naar beneden toe wordt er per jaar 11 miljard meer bezuinigd en is er bovendien 23 miljard meer bijdragen te betalen. Dat maakt in het totaal 34 miljard.

Het kan niet anders dan dat er ook enkele voordelen, liefst spectaculaire zoals het weduwnaarspensioen of langstlevende echtgenoot, het licht zien om deze pil te vergulden. Het globale bedrag beperkt zich echter tot plusminus 1,5 miljard gemiddeld meer uitgaven per jaar voor de langstlevende echtgenoot. Globaal genomen onttrekt het ontwerp 32 miljard per jaar aan de actieven en gepensioneerden samen.

Men vergeet dat het pensioen een individueel recht is. Met de invoering van het beginsel van de proportionaliteit tussen het bedrag van het pensioen en de gestorte bijdragen benadert men het privé-principe voor pensioenverzekeringen, extra of aanvullend. De harmonisering van de pensioenregelingen zou moeten gepaard gaan met de integratie van de regelingen voor aanvullend pensioen in het globaal pensioenbeleid. Dat wordt echter opzij gezet.

Men vergeet ook dat de solidariteit vereist dat een maximumgrens gepaard gaat met een gewaarborgd minimum. Ik verwijs ter zake naar de zelfstandigenregeling en naar de invoering van een plafond voor de berekening van het werknemerspensioen.

Wat het financiële evenwicht betreft, wil ik benadrukken dat de financiële moeilijkheden van het pensioenstelsel der werknemers voor een ruim deel toe te schrijven zijn aan het niet-uitbetalen van de wettelijke staattoelagen. In 1980 liep het totaal van de toelagen die aldus onttrokken werden aan het pensioenstelsel der werknemers, op tot meer dan 60 miljard en nu moeten de werknemers ervoor opdraaien.

De aanpassing van de pensioenen aan de evolutie van het indexcijfer gebeurt maar wanneer de gemiddelde index van de laatste vier maanden de spilindex overschrijdt. Dit heeft een vertraging van één of verschillende maanden in de uitbetaling van de verhoging van de pensioenen tot gevolg. Een besparing op de rug van de gepensioneerden!

De meeruitgave die uit een indexaanpassing voortvloeit kan per regeling als volgt worden geraamd: 374,3 miljoen voor de werknemers, 67,0 miljoen voor de zelfstandigen en 8,6 miljoen voor het gewaarborgd inkomen.

Hogere belastingen op de pensioenen verminderen evenwel ook met netto-pensioeninkomen. De gepensioneerden zijn de dupe geworden van deze regeling. En wat staat hen nog te wachten?

Wat nu specifiek de maatregelen tot harmonisering in de pensioenregeling voor zelfstandigen betreft, worden vier principes vooropgesteld: de berekening van het pensioen in verhouding tot het beroepsinkomen, de opening van het recht op pensioen in verhouding tot de loopbaan, gelijke behandeling van mannen en vrouwen en de toekenning van een bijzondere jaarlijkse bijslag.

Met deze kaderwet, waarbij voor heel wat zaken koninklijke besluiten zullen dienen te worden genomen, wordt het deficit van het stelsel ingebouwd.

U moet mij niet geloven maar ik wil even de heer Van de Putte citeren, die voorzitter is van het Rijksinstituut der zelfstandigen en dus zeker goed geplaatst is om het te weten.

Wat schrijft de heer Van de Putte?

«De jongste jaren is het aantal zelfstandigen stabiel geworden. In 1982 verminderde het aantal aangesloten bij het rijksinstituut tot 642 450 zelfstandigen. Maar 15 jaar geleden, eind 1968, waren er nog nagenoeg 730 000 zelfstandigen.»

Toen, 15 jaar geleden, waren er slechts 236 200 gepensioneerde zelfstandigen.

Het aantal gepensioneerden is voortdurend gestegen, het bedroeg eind vorig jaar 428 250. Het rijksinstituut staat al enkele jaren in voor meer gepensioneerden dan kinderen. Terwijl er 15 jaar geleden nog evenveel

actieven als niet-actieven waren, telt het RSVZ nu 140 000 niet-actieven meer dan actieven!

Een andere verschuiving betreft het toenemend aantal vrouwen die zich als zelfstandige vestigen. Daardoor vermindert het aantal gezinspensioenen en vermeerderd het aantal pensioenen voor alleenstaanden. Voor man en vrouw samen maakt dit een verschil uit van 107 500 frank.

De pensioensector sloot het jaar 1981 af met een bonus van 376 miljoen, nadat de Staat de 30 miljard schuld van het verleden op zich had genomen en de bijdragen waren verhoogd. In 1982 bedroeg het bonus nog 281 miljoen. Maar in 1983 zou er nog slechts een licht overschot zijn of zelfs een klein tekort, dit door het toenemend aantal gepensioneerden en door het groeiend aandeel daarin van de alleenstaanden.

De heer Van de Putte wees er nog eens op dat het pensioen voor de zelfstandigen lager blijft dan het gewaarborgd inkomen voor bejaarden. Met de aanpassing op 1 februari 1983 is het verschil nog groter geworden en bedraagt het voor een gezin 25 417 frank. Voor een alleenstaande 8 633 frank. Voor een zelfstandige bedraagt het gezinspensioen 172 300 frank per jaar, voor een alleenstaande 137 840 frank. Zo vragen steeds meer zelfstandigen het gewaarborgd inkomen aan. In 1980 waren er zo bijna 7 000. Hun aantal is in 1981 gestegen tot 13 800 en bedroeg in 1982 reeds 17 739.

Van de mogelijkheid, die ook sedert 1981 bestaat om zelf een aanvullend pensioen te vormen, hebben nog geen 13 000 zelfstandigen gebruik gemaakt, vooral omdat de winstdeelname belastbaar is. Dit remt de zelfstandigen ondanks enige versoepeling in het systeem zoals een bijdragevoet naar keuze tot 7 pct. en de premie betaalbaar per kwartaal of in één keer, aldus Van de Putte.

In de bijzondere commissie ben ik dieper ingegaan op de technische aspecten van het ontwerp, gestaafd door berekeningen. Te onthouden valt dat de globale bijkomende pensioenlast voor 1984, door de staatssecretaris op 8,6 miljoen gerekend, zeker aan de lage kant is. Dit roept bedenkingen op: ten eerste, welk is het aantal bijkomende gepensioneerden waarmee rekening werd gehouden; ten tweede, dit bedrag verantwoordt alleen de proportionaliteit naar beneden toe.

Indien men het basispensioen op het huidige niveau wenst te behouden dient de globale meeruitgave herbekeken te worden, want met de volledige proportionaliteit moet in 25 pct. van de gevallen een lager pensioen worden uitbetaald dan de basis. Daar er met gemiddelden wordt gerekend, dient men in dergelijk geval de uitgaven te verhogen met het gedeelte, dat men in de volledige proportionaliteit zou besparen.

Immers, om aan het huidige forfait van 179 000 te geraken moet men een niet-geherwaardeerd inkomen van 380 000 frank — inkomsten 1978 — bereiken en 60 pct. van de zelfstandigen zit beneden deze grens.

De bijkomende last wordt hierdoor gemiddeld tot 100 pct. opgevoerd. Maar, het reële inkomen van de zelfstandigen is in drie jaar tijd met 4,5 pct. verminderd.

Er werd ook geen rekening gehouden met het feit dat in de geboortejaren 1920-1930 er 2 000 zelfstandigen per jaar meer aangesloten zijn dan in de huidige pensioenjaren. Ook zit in de huidige gemiddelde pensioenlast nog heel wat vermindering met onderzoek naar bestaansmiddelen.

Daartegenover neemt het aantal gemengde loopbanen toe met een staatsaandeel, dat relatief afneemt.

De conclusie ligt voor de hand. Het ware beter het invoeren van de proportionaliteit voor het stelsel van de zelfstandigen te laten verlopen via een spaarvormingssysteem. Dit systeem kan enkel de garantie geven op een evenwicht en een reële proportionaliteit met een relatief beperkte kost.

Ik zal niet ingaan op de afnemende trend van de pensioenuitkeringen. Sedert 1981, gemiddeld 16 234 frank per gepensioneerde tegen 16 309 frank in november 1980, bedrag waarmee de gepensioneerden moeten leven, rekening houdend met de stijgende levensduurte en de steeds maar afnemende tegemoetkoming voor de gezondheidsverstrekkingen, en dit als u weet dat 76,09 pct. van de gepensioneerden in deze klasse zit. En het zijn dan nog brutocijfers.

Ik ga ook niet verder in op het voorstel om de globale kosten voor het uitgeven van de assignaties ten laste te leggen van de gepensioneerden, voor 700 miljoen, raming 1983. Andere collega's van mijn fractie zullen hierop wel voldoende de aandacht vestigen.

Tot slot wil ik echter nog een probleem duidelijk stellen, namelijk, de extra-legale pensioenen en de groepsverzekeringen.

Moet de bovengrens van het pensioen beperkt blijven tot de wettelijke pensioenen? Moet ook dergelijke maatregel niet worden opgelegd voor pensioenen of gelijkaardige voordelen toegekend in het kader van pensioenfondsen en van groepsverzekeringen? De recente statistieken van het Riziv leggen de nadruk op bijzondere hoge bedragen.

De huidige maatregelen van aftopping van de pensioenen in de openbare sector bevoordelen degenen die hun pensioen geheel of gedeeltelijk in kapitaal uitbetaald krijgen.

Aan deze onlogische en onrechtvaardige toestand dient iets te worden gedaan.

Voor een gemiddeld pensioen van 17 000 frank uit te betalen aan 1 680 000 gepensioneerden is er geen geld, maar de riantie aanvullende pensioenen, die door allerlei satellieten van de centrale Staat worden uitbetaald, worden ongemoeid gelaten, evenals die uitbetaald bij tal van parastatalen, ondergeschikte besturen en intercommunalen.

Aan de aftopping van de hoge pensioenen in de privé-sector wordt niet eens gedacht. Waarom?

Die aanvullende pensioenen worden meestal door groepsverzekeringen of pensioenfondsen uitbetaald. Veel parastatalen hebben zo een aanvullende verzekering afgesloten bij privé-verzekeringsmaatschappijen.

De staatssecretaris ontweek zeer recent een parlementaire vraag of deze pensioenen ook worden afgetopt. In het verslag op de bladzijden 178 en 179 geeft hij nog eens zijn visie weer, namelijk:

«Er zou immers een onderscheid moeten gemaakt worden tussen hetgeen de persoonlijke spaargelden vertegenwoordigen, contractuele voordelen en uitkeringen ten laste van de gemeenschap.»

Het kan niet beter worden uitgedrukt!

Over de persoonlijke spaargelden, geen problemen, dit is individueel, maar over de contractuele voordelen en uitkeringen ten laste van de gemeenschap is er veel te zeggen. En hierover willen wij het hebben, omdat alles erop wijst, dat de privé-verzekeringen worden beschermd ten laste van de gemeenschap.

Hierover wens ik van de staatssecretaris een duidelijk antwoord.

Zelfs ACW-man Gilbert De Swert van *De Gids op maatschappelijk gebied* schreef: «Worden de riantie bijkomende pensioenen meer afgetopt? Je komt het niet aan de weet.»

Uw antwoord zal dus ook interessant zijn voor het ACW.

Het antwoord van de minister van Financiën De Clercq kennen wij al, eveneens tengevolge van een parlementaire vraag, namelijk:

«De instellingen doen dit «autonoom», zodat het niet mogelijk is op imperatieve wijze in te grijpen.» Natuurlijk, het gaat om privé-verzekeringsmaatschappijen.

In de mate dat voor de aanbetaling van de premies indirect overheids-subsidies worden gebruikt, zou men in elk geval deze steun afhankelijk kunnen maken van een vermindering van de extra-legale voordelen.

De minister van Financiën evenals de staatssecretaris voor Pensioenen, kennen dus wel degelijk het probleem: Extra-legale voordelen verwerven langs de privé, lastens de gemeenschap, of door indirecte overheidssubsidies.

Het is juist deze schandelijke handeling tot eigen profijt, door gemeenschapsgelden verworven, die wij aanklagen. Wij willen deze hoge bedragen afgetopt zien, wat ieder rechtgeaard mens toch logisch moet vinden.

Of durft men niet optreden, omdat men de cliënteel op staatskosten van de privé-verzekeringen zou beperken of erger, werkt deze regering de uitbreiding van de privé-groepsverzekeringen in de hand.

In ieder geval, het heeft er de schijn van.

Toch moet de aftopping worden doorgetrokken naar de aanvullende pensioenen van parastatalen en zelfs naar de privé-sector, zoniet blijft de aftopping onrechtvaardig voor alle echte ambtenaren, magistraten bijvoorbeeld, die nooit konden overstappen naar de vette weiden van allerlei parastatalen. Zoniet blijft de grote meerderheid van de gepensioneerden met superpensioenen van 300 000 frank en meer buiten schot.

Het heeft de schijn, zegde ik, dat de privé-verzekeringen worden bevoordeligd en beschermd, ten koste van gemeenschapsgelden. Op bladzijde 67 van de brochure *De verzekering in België*, verslag van de groepsverzekering der verzekeringsondernemingen over 1981-1982, staat gedrukt:

«In de groepsverzekering stijgt het incasso van 17 599 miljoen tot 18 205 miljoen frank. De vooruitgang bedraagt dus 3,44 pct. wat, reke-

ning houdend met de evolutie van de lonen en van de prijzen, in feite neerkomt op een achteruitgang.

Die reële afglijding is bijzonder ernstig zo men de resultaten beschouwt van de drie vorige jaren, toen men telkens een vooruitgang van zo'n 12 tot 15 pct. boekte.»

Op bladzijde 69 lees ik:

«Blijft nog de vraag waarom de toename van de kapitalen bij «leven» in 1981 zo sterk afgeremd werd dat ze zelfs lager is dan die van de stijging van het algemene loonpeil. Het antwoord luidt betrekkelijk eenvoudig: dat komt door de gevoelige verhoging van de plafonds in het wettelijk pensioenstelsel, stijging die Lijna onvermijdelijk talrijke aanpassingen moest meebrengen van groepsverzekeringen, of beter gezegd van het aandeel dat het aanleggen van aanvullende rustpensioenen in die verzekeringen heeft.»

En op de bladzijden 70-71-72 vervolgt men:

«Verleden jaar hebben wij de aandacht gevestigd op de grote verdienste van sommige bepalingen van de herstellwet van 10 februari 1981 op het stuk van de fiscaliteit en de financies die het fiscale stelsel van de premies en prestaties van de levensverzekering moesten bepalen, waardoor ook een einde gemaakt wordt aan praktijken die, naar het oordeel van de fiscale administratie, de technieken van de groepsverzekering of van de pensioenfondsen zouden misbruikt hebben om belasting te ontduiken.

Een koninklijk besluit van 12 maart 1982, gepubliceerd in het *Staatsblad* van 30 maart, heeft het statuut van de verzekering «bedrijfsleiders» geconcretiseerd op een punt waarop de hand van de minister van Financiën gretig had kunnen toetasten. Wij bedoelen de percentages voor de omzetting in lijfrente van kapitalen welke uitgekeerd worden in de plaats van renten of pensioenen, en die verhoogd werden. Wij mochten immers terecht vrezen dat die percentages boven een zeker bedrag overdreven hoog zouden worden en zodoende de fiscaliteit die toegekende voordelen belast sterk verzwaren. In alle objectiviteit moeten wij erkennen dat dit niet het geval geweest is en dat de bedoelde verzekeringen alzo al hun aantrekkingskracht behouden hebben.

Andere maatregelen moeten nog getroffen worden om dat statuut volledig af te werken. Ze zouden het fiscale stelsel moeten bepalen van de polisbeleningen en van de inpandgevingen van groepsverzekeringen, alsook de aftrekbaarheid als bedrijfslast van de patronale en persoonlijke bijdragen voor aanvullende verzekeringen tegen de ouderdom en het vroegtijdig overlijden.

Die onderhandelingen zullen ertoe bijgedragen hebben één aantal mogelijkheden voor de levensverzekering te vrijwaren. Dat is natuurlijk van groot belang voor de verzekeraars die reeds erg getroffen worden door een steeds meer inpalmende sociale zekerheid, die hun zakenstroom beknot en hun toekomstperspectief versmooit. Maar het is van even groot belang voor de bedrijfsleiders en kaderleden van onze ondernemingen voor wie die formules hoofdzakelijk bestemd zijn en die sinds twintig jaar niet gespaard werden door het fiscale en parafiscale snoeiwerk van de openbare instanties.»

En het volgend jaarverslag 1982-1983 vergelijken wij: op bladzijde 66:

In de groepsverzekering stijgt het incasso van 18 205 miljoen tot 21 929 miljoen frank. De vooruitgang bedraagt dus — in theorie — meer dan 20 pct., te noteren dat 15 pct. eenmalige premies zijn.

Op de bladzijden 68, 69, 70, 71 en 72 lezen wij enkele eigenaardige dingen.

De hervorming van de wettelijke pensioenregeling: de levensverzekering niet vergeten.

Indien dit verslag enkele maanden vroeger opgesteld ware, zou het zeker afgestemd geweest zijn op de totstandkoming van het fiscale statuut van de groepsverzekering en van de bedrijfsleidersverzekering of op de moeilijkheden die gerezen zijn bij het uitwerken van een nieuw algemeen reglement in de levensverzekering.

Die keuze kwam echter op de helling te staan ingevolge de voorstellen tot hervorming van de sociale zekerheid, waarin een belangrijk hoofdstuk gewijd is aan de harmonisering van de wettelijke en bovenwettelijke pensioenen.

Kortom, de levensverzekering is, zoals men ziet, zeer levenskrachtig. Ze neemt in onze huidige samenleving een aanzienlijke plaats in. Met die enorme verworvenheid zal men rekening moeten houden bij de uitwerking van een nieuwe wettelijke en aanvullende pensioenregeling.

De integratie van de aanvullende pensioenregelingen: Het beste of het slechtste.

Indien de voorstellen tot hervorming van de sociale zekerheid geen rekening schijnen te houden met het wettelijk statuut van de levensverzekeringen en met de plaats die ze in de familie- en bedrijfsgemeenschappen innemen, mag men daaruit niet besluiten dat ze zouden ontsnappen aan het globale pensioenbeleid waarover de minister van Sociale Zaken zich bekommert.

Wij hebben enkel willen aantonen dat de auteurs van het ontwerp, in hun streven naar integratie, waarschijnlijk de levensverzekeringen met bepaalde nog niet-gecontroleerde pensioenfondsen en andere aanvullende regelingen verward hebben, terwijl die op vele punten heel wat verschillen.

Precies een van die punten baart de auteurs van het ontwerp trouwens zorgen. Wij bedoelden de controle die ze zouden willen zien uitoefenen op de financiering en de beleggingen van die aanvullende regelingen. De BVVO is de eerste om te erkennen dat er op dat stuk voor de pensioenfondsen een probleem blijft, te meer daar het toezicht dat reeds meer dan vier jaar geleden had moeten georganiseerd worden, nog steeds niet ingesteld is en dat besprekingen daarover jammer genoeg blijven aanslepen.

Toch verwachten de verzekeraars dat de regering rekening zou houden met het zeer strenge toezicht dat het ministerie van Economische Zaken op de levensverzekeraars uitoefent en misschien zou dit toezicht moeten gepaard gaan met een controle die zowat gelijktijdig door het ministerie van Sociale Zaken zou uitgeoefend worden.

Op een algemener vlak, vraagt men zich trouwens af wat de auteurs van het ontwerp onder «integratie» verstaan. Als het gaat om een integratie in coëxistentie en complementariteit, kunnen wij zeggen dat die reeds bestaat in de groepsverzekering, waarvan de reglementen die in elk bedrijf opgesteld worden rekening houden met de wettelijke regelingen voor de rust- en overlevingspensioenen. Van die kant bestaat er dus geen groot probleem. Indien die integratie, daarentegen, moet leiden tot een onmiddellijke of verkapt etatisering en tot confiscatie, is er geen dialoog mogelijk.

Wij geloven dat zulks nooit de bedoeling van de minister van Sociale Zaken was.

De aanvullende pensioenen beperken: een onaanvaardbaar idee.

Als er dan al van enige bemoeiing sprake kan zijn, dan zou die hoogstens mogen betrekking hebben op de mogelijkheden tot fiscale aftrek van de werkgeverstoelagen en van de persoonlijke bijdragen die voor deze regelingen gestort worden. Als het enkel daarom gaat, kunnen wij onmiddellijk verklaren dat het nodige reeds gedaan werd door een recente richtlijn van de minister van Financiën die nauwkeurige en ernstige criteria heeft bepaald voor het aanvaarden van die mogelijkheden tot aftrek.

Is het normaal dat de jongeren die alle moeite ter wereld hebben om vandaag hun werkgelegenheid te behouden, zouden verplicht worden hoge pensioenen te financieren ten voordele van personen die de gouden tijd, die nauwelijks enige werkloosheid kende, hebben meegemaakt?

Als men bedenkt dat elke nieuwgeborene in ons land ter wereld komt het met een schuld van 350 000 frank, is de vraag zeker niet ijdel.

Niemand minder dan de staatssecretaris voor Pensioenen heeft deze vraag gesteld en deze vaststelling gedaan, tijdens een interview dat hij aan een oppositiekrant toegestaan heeft.

De objectiviteit gebiedt ons te erkennen dat de regering in het algemeen en de staatssecretaris voor Pensioenen in het bijzonder een stap in de goede richting gezet hebben met het koninklijk besluit nummer 205 dat de wetgeving op de pensioenregelingen in de sociale sector wijzigt, *Belgisch Staatsblad* van 6 september 1983. Dat besluit voert een maximumbedrag in voor de berekening van de prestaties in het werkliedenstelsel en voert datzelfde maximumbedrag opnieuw in, in het bediendenstelsel, waarvan de afschaffing overwogen werd. De verzekeraars zullen zeker niet de enigen zijn om zich daarover te verheugen.

Op bladzijde 73: Om uit de moeilijkheden te geraken: de «drie pijlers». Het stelsel van de «drie pijlers» waarover de verzekeraars de verantwoordelijke instanties van dit land tot een bezinning uitnodigen, heeft qua principes eigenlijk niets revolutionairs.

Als men de landen beschouwt die het reeds lang toepassen, heeft het ook geen politieke kleur of doctrinaal tintje. Dat stelsel kreeg zijn naam van de financieringswijze die op een drievoudige basis berust, namelijk:

— De «eerste pijler» die verwant is aan het huidige repartitiestelsel, dat ruimschoots de ontvangsten herverdeelt en waarvan de reserves over het algemeen beperkt zijn;

— De «tweede pijler» is die van de professionele voorzorg die vrij moeten blijven; hij zou binnen de grenzen van de fiscale regeling ter zake het gedeelte van de lonen bestrijken dat niet door de «eerste pijler» gedekt is; het beheer ervan zou, onder staatstoezicht, toevertrouwd worden aan verzekeraars of pensioenfondsen; het zou stelen op een mechanisme dat reserves aanlegt;

— De «derde pijler» berust op een persoonlijke daad van voorzorg en besparing door middel van een individuele levensverzekering die uiteindelijk fiscaal meer zou moeten worden aangemoedigd.

Op bladzijde 75:

Het protocolakkoord dat er ter zake tussen de centrale administratie der Directe Belastingen, het Verbond van Belgische ondernemingen VBO, de BVVO, de Belgische Vereniging van pensioenfondsen en de groepering van de verzekerden uit de industrie tot stand kwam, werd door de minister van Financiën ondertekend en was het voorwerp van een omstandige aanschrijving. Zo werden dan onderhandelingen besloten die reeds sinds vele jaren ingezet waren.

Gedeeltelijke blokkering van de groepsverzekeringen.

Het ondertekenen van dat fiscale protocol viel jammer genoeg samen met de publicatie van het koninklijk besluit nr. 180, waardoor bepaalde maatregelen inzake loonmatiging werden ingesteld en waarvan de artikelen 7 en volgende, de mogelijkheden van de ondernemingen om nieuwe pensioenregelingen in te voeren of om het werkingsveld ervan uit te breiden, beperken. Een verklarend rondschriven preciseert evenwel dat het besluit niet slaat op de werknemers die nog geen groepsverzekering genoten, noch a fortiori op de ondernemingen die zouden opgericht worden. Toch zal de groepsverzekering hierdoor gedurende vele maanden in haar ontwikkeling geremd worden.

Nu de regering herhaaldelijk oproepen doet tot de institutionele investeerders voor het plaatsen van haar leningen, had men beter een jaarlijkse geldtoevoer van 25 tot 30 miljard vers geld in 's lands economie niet bevroren.

Mocht u nu nog niet overtuigd zijn dat de liberale politiek aan deze regering opgedrongen wordt en ook uitgevoerd, dan verwijs ik naar het akkoord over het fiscaal stelsel van de groepsverzekeringen, opgesteld door de werkgeversorganisaties en de Directe Belastingen, waarbij een systeem werd uitgedokt om het mogelijk te maken de premies voor groepsverzekeringen fiscaal aftrekbaar te maken, dus ten laste te leggen van de gemeenschap.

Het VBO gaat er prat op tijdens zijn vergadering van 15 december 1982, dat de 40e vergadering in ongeveer 40 maanden van zijn fiscale commissie, tot een ontwerpakkoord heeft geleid. De minister van Financiën, die gehaast is om zijn averechts herverdelend beleid uit te voeren — fiscale geschenken voor degenen die het niet eens nodig hebben — stelde dit ontwerp officieel voor aan de voorzitter van de VBO en zijn afgevaardigde-beheerder als het akkoord van de minister.

Vanzelfsprekend lieten beide heren zich positief uit en durfden nog aandringen op enige soepelheid inzake de regeling van de voorbije periode. Ja, waarom niet, als men toch aan het uitdelen is?

En als ge nu wilt weten, hoe ge als werkgever dit akkoord dient uit te voeren, voor beheerders-directeurs-kaderleden op kosten van de Staat, lastens de gemeenschap, dan neemt gij nr. 15 van de *Mededelingen* van het VBO van augustus 1983, op bladzijde 1295, en daar leest gij:

«Wanneer de werkgever een lid van zijn personeel bijzonder wil bevoordelen op het gebied van de extra wettelijke pensioenen, heeft hij verscheidene mogelijkheden: door een groepsverzekering, door een gemengde levensverzekering, door een contractuele verbintenis.»

En vermits dit laatste het voordeligst is voor de algehele fiscale aftrek, geeft men er alles in weer wat de wetteksten en administratieve teksten bepalen, meer voor- dan nadelen. Wij grijpen terug naar het akkoord en lezen in het januarinumnummer van 1983, nr. 1, in de inleiding van het VBO op bladzijde 25:

«Ten eerste, sedert 1978 werden belangrijke misbruiken vastgesteld met betrekking tot de aftrek van groepsverzekeringspremies, zowel inzake werkgeverstoelagen als inzake bijdragen, die door de werkgever op de bezoldigingen van de betrokken personeelsleden werden ingehouden.

Verscheidene verzekeringsmaatschappijen hebben inderdaad één of meer systemen uitgewerkt om «bepaalde begunstigden» van dergelijke contracten de kans te bieden, bedragen in mindering te brengen die zo belangrijk zijn, dat zij duidelijk afwijken van de sociale en economische

oogmerken die met de desbetreffende welwillende bepalingen van het Wetboek op de inkomstenbelasting, het Wib, worden nagestreefd.

Ten tweede, alle uitgewerkte systemen hebben twee punten gemeen: zij benutten, enerzijds, de afwezigheid van een absolute grens in de wet wat het bedrag van de fiscale aftrekken betreft en anderzijds, de mogelijkheid voor de verzekerde om zonder grote moeilijkheden een «voorschot op polis» dit wil zeggen een lening gewaarborgd door het contract, te bekomen tegen een relatief lage rentevoet.»

En voegt eraan toe: «Daarenboven worden de systemen maximaal benut in het voordeel van de belastingplichtigen met grote of zeer grote bedrijfsinkomsten.»

Een georganiseerde fiscale fraude? Het moet wel zijn dat de steller van het artikel dit ook zo begrijpt, want hij voegt eraan toe:

«Tijdens de contacten met de betrokken middelen, inzonderheid uit de verzekeringssector, werd overeengekomen het probleem langs administratieve en reglementaire weg op te lossen in plaats van langs wetgevende weg.»

En als ge verder leest, is het probleem alleen: «... of de gedane aftrekken, zowel van patronale toelagen als van de persoonlijke bijdrage, al dan niet beantwoorden aan het door groepscontracten vooropgestelde doel, met name de aanvullende verzekering tegen ouderdom, of met andere woorden, de samenstelling — met belastingvrijstelling — van een aanvullend rust- of overlevingspensioen.»

En onder ten vierde: «Ten einde de problemen beter te omlijnen en aldus tot een beter begrip van de eraan gegeven oplossingen te komen, lijkt het nuttig in het kort te herinneren aan de wetsbepalingen waarmee deze circulaire te maken heeft en bondig het mechanisme uiteen te zetten van de toegepaste methodes van belastingontwijking.»

Ik ga u maar één voorbeeld geven, waarbij:

— Er een ontduiking van belastingen is, zelfs nog rekening houdend met het gunstig regime van de omzetting in fictieve rente van de kapitalen, verlies aan belastingen dat slechts zeer gedeeltelijk bij het verstrijken van het contract bij leven van de verzekerde wordt gec recupereerd.

— Er een verlies is aan successierechten bij het verstrijken van het contract bij overlijden, vermits de onvangen kapitalen vrijstelling genieten.

— Er een grote ontduiking is van de RSZ-bijdrage en belasting op loon.

Voorbeeld: mechanisme van de voornaamste methodes die worden toegepast om de belastingen te ontwijken.

De veranderlijke bezoldigingen, gratificaties, premies enzovoort, of een deel van de vaste bezoldigingen, soms ook de «dertiende maand» van sommige personeelsleden, in het algemeen de leiders en de kaderleden, worden hun niet meer rechtstreeks toegekend, maar worden als werkgeverstoelagen voor een groepsverzekering gestort, hetzij op een afzonderlijk, voor dat doel gesloten werkgeverscontract — aanvullend contract —, hetzij op een voorheen bestaand werkgeverscontract.

Vermits dit een vermindering van de financiële mogelijkheden van de verzekerden tot gevolg heeft, staat de verzekeringsmaatschappij hun in een groot aantal gevallen bijna onmiddellijk tegen een relatief lage rentevoet een voorschot op polis toe, — met andere woorden een lening —, dat vaak het bedrag bereikt of overtreft van de netto bezoldiging, na inhouding van de RSZ en de bedrijfsvoorheffing, die de betrokkenen anders zouden ontvangen hebben.

In bepaalde gevallen werd zelfs vastgesteld dat de op het voorschot verschuldigde interesten, jaarlijks aan het bedrag van de «lening» werden toegevoegd, derwijze dat de betrokkene aldus niet de minste dadelijke last droeg.

Het verwondert mij dan ook en het komt mij onbegrijpelijk voor, verder te lezen dat: «de leden van de fiscale VBO-commissie nog werden vereerd met het bezoek van de directeur-generaal van de administratie der Directe Belastingen en van twee van zijn voornaamste medewerkers».

Over het ontwerp van het VBO werd een akkoord bereikt met de administratie der Directe Belastingen en de Wetgevende Kamers werden buiten spel gezet.

De minister van Financiën is er weer in geslaagd een averechtse herverdeling, een wettige basis te geven.

Wij begrijpen dus maar al te goed wat onze oud-collega professor Deleeck bedoeld met de toepassing van het Mattheus-effect onder deze zeer liberale Martens-De Clercq-regering.

Hoelang nog slikken de ACW-parlementsleden deze liberale kronkels?

De Socialistische Partij meent dat het nieuwe stelsel strijdig is met het rechtvaardigheidsbeginsel om volgende redenen:

Opnieuw werd een regeling uitgewerkt langs een administratieve circulaire, die bijgevolg volledig ontsnapt aan elke vorm van parlementaire controle.

De heer Vangeel. — Wij bespreken hier niet de brochure van het VBO maar het ontwerp van wet betreffende de pensioenen.

De heer De Smeyter. — Ik bespreek de groepsverzekeringen en de extra aanvullende pensioenen die de misbruiken vormen van het systeem. Deze toestand is niet alleen ondemocratisch: maar bovendien totaal in tegenspraak met de Grondwet waar artikel 112 zegt: «Geen vrijstelling of vermindering van belasting kan worden ingevoerd dan door de wet.» Men overtreedt de Grondwet nog een tweede keer want ondanks het gelijkheidsprincipe dat daar staat ingeschreven creëert men met het nieuwe stelsel een duidelijk discriminatoir voorrecht.

Die handelwijze toont duidelijk de ware bedoelingen aan van minister De Clercq inzake het bestrijden van de fraude. En, wanneer het onderzoek van de aanvragen voor toepassing van de nieuwe regeling zou aantonen dat sommige kaderleden in 't verleden ten onrechte van het vroegere regime gebruik hebben gemaakt dan — wij citeren —: «moet op de toestand betreffende vorige aanslagjaren niet worden teruggekommen». De fiscale amnestie wordt hier dus zonder wet reeds de regel.

De SP meent dat het nieuwe stelsel principieel onaanvaardbaar is. Vooral in het licht van de huidige budgettaire noodtoestand noemt de SP zo een beleid ronduit schandalig.

De PVV integendeel, noemt dit «arbeid en de inspanning opnieuw motiveren». Maar van wie? Zeker van de fraudeurs en de hoge-inkomenstrekken, want de matiging, het inleveren, en de stijgende kosten voor levensonderhoud zijn voorbehouden aan de kleine inkomens. Zulk een politiek moet fataal eindigen.

De SP wenst dat deze schadelijke misbruiken ten gunste van de hoge inkomens teniet worden gedaan.

Uit wat voorafgaat en uit het verslag op bladzijden 177, 178 en 179 blijkt overduidelijk, dat de staatssecretaris voor Pensioenen zeer goed deze toestanden kent. Ontbreekt u de moed, mijnheer de staatssecretaris, om maatregelen hiertegen te treffen?

Durft u niet of is het onder deze liberale regering geen haalbare kaart? U hebt toch geld te kort om de kleine pensioentjes te betalen. In ieder geval zal de SP u een handje toesteken door het indienen van een amendement om deze aftopping te verwezenlijken.

Het is voor ieder dan het ogenblik om zijn verantwoordelijkheid op zich te nemen, ook voor de collega's van het ACW, om de misbruiken uit te roeien en de gemeenschap, de solidariteit van allen te verdedigen. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Basecq.

M. Basecq. — Monsieur le Président, monsieur le secrétaire d'Etat, chers collègues, nous réclamons des mesures d'harmonisation des pensions depuis trop longtemps pour ne pas dire combien nous étions intéressés par leur concrétisation. Malheureusement, le texte que le gouvernement nous propose après deux années d'attente nous laisse sur notre faim.

Nous sommes, bien sûr, conscients, en cette période de crise et de mutation économique impressionnante, de la marge de manœuvre financièrement étroite qui vous est laissée, monsieur le secrétaire d'Etat.

C'est pourquoi aujourd'hui, pas plus que dans le passé, nous ne ferons de surenchère facile mais démagogique sur le plan des montants proposés. Nous nous en tiendrons donc aux principes essentiels sur lesquels se basent les régimes de pension.

Un choix fondamental correct est proposé, à savoir celui de la technique de la répartition plutôt que celui de la technique de la capitalisation individuelle, tant pour le calcul des cotisations que pour le calcul des avantages, dans l'état actuel des possibilités du budget.

Certes, la capitalisation individuelle garde sa place dans le cadre de l'assurance libre de risques personnels, mais comme il s'agit en l'espèce d'une épargne personnelle non solidaire, il n'est pas admissible de revendiquer des avantages complémentaires payés par la collectivité.

Quant à ceux qui défendent un retour à la capitalisation individuelle dans un système de pension obligatoire, fût-il même complémentaire, ils

prouvent non seulement qu'ils renient l'indispensable solidarité, seul vrai fondement de toute sécurité d'existence collective, mais ils prouvent aussi qu'ils ne connaissent pas l'histoire des pensions depuis l'indépendance de la Belgique.

La répartition, système basé sur la solidarité des générations, est donc à juste titre maintenue, mais il faut bien admettre que la solidarité des générations ne peut notamment jouer que proportionnellement au développement économique vécu par les générations actives. L'effet des variations de l'économie du pays doit, dès lors, influencer les avantages distribués autrement que par des mesures partielles décidées à la sauvette par des gouvernements aux prises avec des difficultés budgétaires. Or il faut bien constater que rien n'existe en ce sens dans le projet que le gouvernement nous présente.

Si, dans le souci louable d'une harmonisation, on veut définir des principes applicables à tous les régimes légaux de pensions belges, il ne suffit pas de choisir un des régimes existants, celui des salariés en l'occurrence, comme modèle auquel tous les autres devraient être ramenés. Il faut repenser tous les régimes, y compris celui des salariés, tant en fonction de l'expérience acquise qu'en fonction des idées et des faits représentatifs de la société actuelle, d'autant qu'on peut craindre que le régime des salariés ne puisse faire face à ses propres engagements.

C'est ainsi que si l'on souhaite l'égalité des sexes, la femme et l'homme doivent avoir les mêmes devoirs, mais aussi les mêmes droits. Ceci implique un même âge de mise à la retraite et une même carrière prise en considération, ainsi qu'une même fraction de carrière prise en considération pour une même période de travail.

Cette égalité des sexes implique aussi que les pourcentages des revenus ne peuvent plus varier selon qu'on est homme ou femme ou selon qu'on est marié ou isolé; le pourcentage des revenus professionnels servant de base au calcul de la pension doit uniquement varier en fonction de l'âge de la prise de cours de la pension et de la durée de la carrière réelle, ce qui ne veut pas dire qu'il faut maintenir le clichage actuel des 75 ou des 60 p.c. et se limiter à ce seul choix.

Cette égalité des sexes suppose également que la pension de survie ne soit plus réservée au sexe féminin mais qu'une pension de survivant puisse être attribuée au conjoint économiquement à charge de l'assuré décédé. Seul ce dernier point se retrouve dans le projet qui nous est proposé, de même que la pension de conjoint divorcé. Votre projet me paraît donc assez complet.

Il fut une époque, où les parlementaires socialistes conduits par MM. Cudell et Delhayne concrétisaient, en une première proposition de loi, la liaison de la pension d'indépendant aux revenus professionnels.

C'est dire si nous en approuvons le principe. Mais nous ne pouvons admettre qu'on applique aujourd'hui à toutes les catégories sociales du secteur privé, les mêmes règles, sans nuances, sous le prétexte de rechercher des principes communs à tous les régimes. Les financements des régimes sont différents et les possibilités et spécificités des composantes ont leur exigences.

Le projet actuel qui copie, au détail près, le système de liaison des pensions aux revenus en vigueur dans le régime des salariés n'est pas convaincant parce que les groupes sociaux sont différents dans leur homogénéité comme dans la correspondance des classes de revenus et de leur prise en considération pour la taxation. Pas convaincant non plus le temps qu'il faudra pour qu'à l'avenir, un trop petit nombre de pensionnés ressentent les effets du système. Pas davantage convaincant ce calque du régime des salariés dans la mesure où celui-ci mériterait, sur ce point même, des améliorations importantes et où une meilleure liaison des revenus professionnels des actifs et des anciens pensionnés mérite d'être recherchée.

L'introduction des « années supplémentaires » dans le régime de pension des salariés fut, à la réflexion, une faute grave commise contre la solidarité, base du système. Elle a permis de distribuer des dizaines de milliards à des gens qui n'avaient pas cotisé pour ces années au détriment des réserves du régime et, dès lors, des véritables salariés ayant, eux, cotisé pour une carrière complète dans le régime.

Sous le fallacieux prétexte d'une coordination entre les régimes, la même mauvaise technique fut introduite dans le régime de pension des indépendants.

Cependant, nous sommes conscients des difficultés rencontrées pour la mise en place d'un véritable système de pension qui réaliserait la solidarité effective entre les générations de travailleurs indépendants.

Nous sommes d'avis que le projet présenté comporte un trop grand risque pour le futur, quand on sait par exemple que la constitution d'un

quarante-cinquième égal à la pension forfaitaire actuelle, selon la formule reprise au projet, supposerait de calculer la cotisation minimale sur un revenu de 460 000 francs contre 260 000 francs en 1983; la note de l'inspection des Finances jointe au projet est explicite à ce propos.

Nous ne voulons pas cautionner ce que nous considérons comme une aventure pour l'ensemble du régime des indépendants. Lorsque nous examinons les conséquences financières de votre projet, nous constatons que pour réaliser son équilibre, une augmentation des cotisations de 14,35 p.c. à 19 ou 20 p.c. du revenu des indépendants serait nécessaire.

Pareille majoration n'est pas supportable pour les indépendants et risque de mettre en péril la rentabilité des petites et moyennes exploitations. Tout cela pour n'obtenir finalement qu'une pension égale à 37,50 p.c. de leurs revenus.

Nous refusons de participer à la mise en place d'un régime qui porte en lui-même son déséquilibre parce que, à moyen terme, soit il se révélera impossible à assumer par les cotisations, soit qu'il nécessitera des subventions du Trésor telles qu'elles ne manqueront pas d'être remises en cause par les autres groupes sociaux.

Le fait que le régime proposé par votre projet porte en lui-même son propre déséquilibre et qu'il se révélera à moyen terme impossible à payer parce que demandant des cotisations trop élevées, nous amène à proposer d'introduire la proportionnalité par le biais de la pension complémentaire établie par l'arrêté royal n° 1 de mars 1981.

En la formulant, nous insistons sur le fait qu'il s'agit là d'une proposition imposée par les circonstances économiques actuelles.

Le régime des indépendants s'organiserait en trois étapes.

La première étape consisterait en une pension forfaitaire de base, identique à l'actuelle et pour laquelle la solidarité jouerait totalement. Nous ne sommes pas les seuls à penser à ce régime.

La deuxième étape prévoirait la perception d'une cotisation supplémentaire dans le cadre du statut social et le transfert de ce complément à une association d'assurance mutuelle sur la vie créée par les caisses d'assurances sociales.

Cela se ferait par une suppression du plafond intermédiaire et une augmentation de cotisation de 1 p.c. Ce système permettrait de faire jouer la solidarité en consacrant 1,5 p.c. du revenu à une pension complémentaire. Cette solution permet, à tous les indépendants, y compris les plus petits, de se constituer un complément à la pension de base, qui serait proportionnelle au revenu déclaré et qui favoriserait également les plus jeunes.

Pour les indépendants, ce serait également une amorce pour la constitution d'un complément entièrement libre, qui constituerait la troisième étape du système, avec un aspect éducatif certain.

Le fait de prévoir la gestion par les associations mutuelles dirigées par les indépendants eux-mêmes, mais dans le cadre d'un organisme privé, donne aux indépendants la certitude de voir se constituer les réserves nécessaires.

La troisième étape constitue la suite logique des deux premières. Elle serait entièrement libre et représenterait un complément à la deuxième étape, permettant aux indépendants qui le souhaitent et qui le peuvent, de compléter leurs versements jusqu'à atteindre le taux de cotisation actuel des salariés.

Ce n'est pas le moment de perdre de vue, monsieur le secrétaire d'Etat, que nous ne devons pas imposer à nos enfants ce que nous ne sommes pas toujours prêts à faire aujourd'hui pour nos parents.

Vous comprendrez, monsieur le secrétaire d'Etat, que, dans ces conditions, les socialistes francophones ne pourront pas vous suivre sur un projet qui leur apparaît non seulement incomplet, mais qui risque par surcroît de conduire le régime des pensions des indépendants à l'aventure. *(Applaudissements sur les bancs socialistes.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Egemeers.

De heer Egemeers. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, geachte collega's, het ontwerp beoogt een harmonisering van de pensioenregelingen, dit wil zeggen dat er een samenhangend geheel wordt gemaakt en dat de tegenstrijdigheden met elkaar in overeenstemming worden gebracht. Binnen het raam van dit ontwerp moeten dus de pensioenregelingen van de openbare sector, van de werknemers en van de zelfstandigen in overeenstemming worden gebracht en, per definitie, de tegenstrijdigheden worden weggewerkt.

In hoeverre werd het gestelde doel bereikt? Wij doorlopen hiervoor de krachtlijnen.

Een eerste krachtlijn van het ontwerp is de betaling van de bijdragen. In de drie geviseerde regelingen was, en is, die regel van toepassing, ook in de publieke sector. Ik speel hier niet met woorden. Bij de ambtenaren wordt een maandelijks inhouding gedaan. Dit is een bijdrage. De bestemming is een structurele aangelegenheid, die een historische verantwoording vindt. Het ontwerp brengt hier, fundamenteel gezien, geen harmonisering.

Ten tweede, is er het principe van de proportionaliteit. Hier werd duidelijk een initiatief genomen om de pensioenregeling van de zelfstandigen in overeenstemming te brengen met die van de werknemers, zij het dan langs de weg van de geleidelijkheid.

Ten derde, is er de mobiliteit op basis van het beginsel van eenheid. Hier is nu de mogelijkheid geschapen om de loopbaanjarren in verschillende regelingen gepresteerd, in aanmerking te doen komen voor de berekening van het pensioen, weliswaar beperkt tot de noemers 40 of 50 naarmate het vrouwen of mannen betreft. Dit is zeer positief voor de pensioenberekening van zelfstandigen die loopbaanjarren in de publieke sector hebben gepresteerd. Op dit vlak werden er inderdaad belangrijke harmoniserende maatregelen genomen.

De gelijkheid tussen man en vrouw, vooral door de invoering en de veralgemening in de drie regelingen van het overlevingspensioen van de langstlevende echtgenoot, het zogenaamde weduwnaarspensioen, is ook innoverend te noemen juist door zijn veralgemening.

Wat de minimumpensioenen betreft, tenslotte, kan bezwaarlijk van harmonisatie worden gesproken wanneer hetzelfde bedrag zou moeten gelden voor de drie regelingen. Voor een en ander zullen wij moeten wachten tot de Koning ter zake besluiten neemt.

Van belangrijke harmoniserende maatregelen over de gehele lijn is dus, in tegenstelling met wat het ontwerp doet uitschijnen, niet veel sprake. Het ware beter geweest vooraf een poging te ondernemen om voor de publieke sector, waarin toch een waaier te vinden is van eigen stelsels met eventueel verschillende toepassingen, die op sommige punten fundamenteel verschillen, harmoniserende maatregelen uit te werken. Het is bovendien gemakkelijker raakpunten voor harmonisatie te vinden in de regeling voor de werknemers dan in die voor de zelfstandigen.

Zelfs wanneer het hoofdbegrip, te weten «recht op pensioen verwerven», voor al de stelsels hetzelfde is, zijn de stelsels niet altijd vergelijkbaar in alle toepassingen. Voor de ene regeling is immers de functieomschrijving op een andere basis geschoeid dan voor de andere regelingen.

Ik bedoel dat de ambtenaren, los van hun opdracht, een ander juridisch statuut hebben, dan bijvoorbeeld de werknemers, die de rechtsgrond voor hun statuut vinden in een arbeidsovereenkomst. Voor de zelfstandigen ontbreekt zowel het een als het ander.

Wilt u tot een harmonisch geheel komen, dan moet u beginnen met vergelijkbare elementen te harmoniseren. De wijsheid eist, meen ik, dat volgens deze methode het financieel aspect voor het recht op pensioen als laatste trap in de harmonisatie onder de loep wordt genomen. Noch in de filosofie noch in de structuur van het ontwerp kan men daar «iets» van ontwaren. Het tegendeel is eerder waar, want de regering heeft het hoofdstuk met betrekking tot de pensioenen van de rechterlijke macht uit het ontwerp gelicht om de redenen die ons wel bekend zijn en die ons doen denken aan het debat over de aftopping van de hoge pensioenen en de verlaging van de pensioenleeftijd. Men zou één argument ten voordele van het regeringsamendement kunnen aanvaarden, daar waar het gaat over de rechterlijke macht en rekening houdend met de scheiding der machten: De pensioenen van de overheidssector gaan in hoofdzaak de uitvoerende macht aan.

Voor wie het ontwerp doorneemt is het dus duidelijk dat het wegwerken van de tegenstrijdigheden niet het hoofddoel was. Inderdaad, niet minder dan 44 keer — en men schiet niet op de pianist voor één keer meer of minder — wordt de uitvoering aan de Koning overgelaten. De Koning moet al de moeilijkheden oplossen die zullen rijzen bij de toepassing van de bepalingen van boek I betreffende de publieke sector. De regering verwacht er dus blijkbaar wel heel wat.

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales. — L'article en question reprend un texte rédigé par M. Wyninckx.

De heer Egelmeers. — De heer Wyninckx is wel een goede vriend van mij, maar wij hebben onze teksten niet vergeleken.

Ik heb het echter bij het rechte eind wanneer ik zeg dat u 44 keer de uitvoering overlaat aan de Koning, en dit voor de meest belangrijke en fundamentele aspecten van het ontwerp. Ik heb mij de moeite getroost dit artikel per artikel op te zoeken, maar ik zal de Senaat en de diensten de voorlezing ervan besparen. De uitvoering aan de Koning overlaten betekent in de praktijk dat het initiatief in handen wordt gelegd van de regering in functie, met andere woorden aan de bevoegde minister of staatssecretaris wordt toevertrouwd.

De oplossing van de moeilijkheden die eventueel zouden rijzen bij de toepassing van boek I, toevertrouwen aan de Koning is typerend voor dit ontwerp en bewijst dat er vanuit legistiek oogpunt ook wat valt aan te merken op dit ontwerp. Bovendien bewijst deze praktijk ook dat wij hier te doen hebben met een volmachtmethode in fundamentele aangelegenheden als bijdrage-aanpassingen en vaststelling van minimum-bedragen. Met het oog op de harmonisatie in de verschillende pensioenregelingen zijn er echter geen welomschreven en duidelijke bepalingen in het ontwerp vervat waardoor de wetgever slechts één keer had moeten legiferen, wat in een aangelegenheid als die van de pensioenen toch belangrijk is.

De mobiliteit van de begripsomschrijvingen is dus ook in het ontwerp te vinden, en dat is dan misschien de zesde krachtlijn.

Ik heb dus voldoende aangetoond dat de harmoniserende maatregelen in de eerste plaats betrekking hebben op het financieel aspect van de regelingen afzonderlijk. De volgende financiële weerslag, maar op een andere wijze dan in het rapport werd voorgesteld, dit wil zeggen per regeling, is er de bevestiging van. Hoewel u in uw ontwerp cijfers hebt gegeven tot 1988, lees ik dat er in het jaar 1984 voor de openbare sector 12 miljoen minder bezuinigingen zijn. Ik gebruik die term omdat u ze verantwoordt onder het hoofdstuk «Bezuinigingen». Iets wat men bezuinigt is, neem ik aan, een uitgave ofwel gaat het om minder inkomsten. Daarbij hebt u 8 miljoen nieuwe uitgaven verantwoord. Dat is een totaal van 20 miljoen voor de overheidssector, in 1984.

De heer Basecq, eerste ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

Voor de werknemersregeling gaat het slechts over 2 miljoen nieuwe uitgaven. De regeling van de zelfstandigen kost het slechts 1 miljoen of voor de drie regelingen samen 23 miljoen.

Met de financiële operaties via de volmachtbesluiten van 1982, 1983 en de maatregelen via uw begroting 1984 bespaart u in de openbare sector 11,72 miljard, bij de werknemers 27,43 miljard en bij de zelfstandigen slechts 71 miljoen. De zelfstandigen zijn de stiefkinderen van onze pensioenregeling. Dezelfde trend in stijgende lijn geldt voor de jaren 1985 tot en met 1988.

Uw maatregelen zijn dus voor een klein deel harmoniserend volgens het begrip «in overeenstemming brengen of een samengaand geheel maken» en zij zijn in hoofdzaak besparende maatregelen. Indien u dat harmoniserende maatregelen noemt, dan is het een harmonisering naar beneden toe, met andere woorden, ten nadele van de gepensioneerden.

Ik ontken niet dat er een financieringsprobleem bestaat, waarvoor maatregelen dienen te worden genomen. Ik wil daarmee alleen maar onderstrepen dat dit ontwerp weinig of niets te maken heeft met een fundamentele hervorming van de sociale zekerheid, in dit geval de sector pensioenen. Zo laat minister Dehaene het in zijn voorstellen, waarvan dit ontwerp van kaderwet, dus volmachtwet, een onderdeel is, uitschijnen.

Ik geef toe dat het fundamenteel hervormen een complexe aangelegenheid is. Ik kan dat het beste vergelijken met een trein, die rijdend moet gesmeerd worden, van nieuwe stukken moet worden voorzien, en misschien van model moet gewijzigd worden, stations passerend waar wachtende reizigers met verschillende beoordelingen op het perron staan. Dat alleen is voldoende om te zeggen dat het niet gemakkelijk is een levend iets als de pensioenen, zoals ook de andere sectoren van de sociale zekerheid, aan een fundamentele hervorming te onderwerpen.

Kortom, dit ontwerp bevestigt wat ik steeds heb gezegd, hier en elders, ook tegen de minister van Sociale Zaken, namelijk dat een hervorming van de sociale zekerheid in kleine pakketten niet de goede methode is. Het is over het geheel, in relatie tussen de sectoren, en ten aanzien van de regelingen, dit wil zeggen in horizontale en verticale structuren dat

een keuze moet worden gemaakt in de toepassing, aanvaardend dat de beginselen van de sociale zekerheid niet op de helling worden gezet. Daarna, en slechts daarna, kan met ontwerpen als onderdeel gewerkt worden op basis van de ruggegraat, van de structuur van de sociale zekerheid in haar geheel. Het is de enige waarborg dat alle betrokken belangengroepen de zekerheid zullen hebben dat de een of de andere niet alleen de facturen betaalt.

Tot nu toe is dat wel het geval. Het is werkelijk jammer dat zulk een edel en menselijk systeem, zulke behandeling moet krijgen. Ik vond het nu de gelegenheid, mijnheer de staatssecretaris, dat hier op deze tribune te zeggen bij de aanvang — want dat is het mijn inziens — van de hervorming van de sociale zekerheid à la regering Martens-Gol.

Mijnheer de staatssecretaris, ik heb in de commissie gevraagd hoe dit ontwerp, wat de inhoud betreft, kadert in het akkoord dat de regering heeft gesloten met de bevoegde vakorganisaties. Wij hebben ter zake een tekst ontvangen die wij trouwens als bijlage bij dit verslag hebben gepubliceerd. In de commissie hebben wij op zijn zachtst uitgedrukt, onze twijfels geuit in verband met de vraag of uw ontwerp met betrekking tot boek I betreffende de regeling van de openbare sector overeenkomt met het akkoord dat de regering — het is wel niet door alle organisaties medeondertekend — ter zake met de bevoegde organisaties heeft gesloten.

Dat akkoord dat werd gesloten om aan een open conflict een einde te maken, was voor de regering eigenlijk een politiek akkoord. Voor de betrokken ambtenaren was het een overeenkomst op professioneel vlak. Het feit of de voorgestelde maatregelen al dan niet bijdragen tot de harmonisering van de pensioenstelsels buiten beschouwing gelaten, ben ik zoals nog anderen trouwens, de mening toegedaan dat, de zaken zijnde wat zij zijn, de situatie is zoals zij is, het beter ware geweest dat boek I integraal uit het ontwerp zou zijn genomen, wat men trouwens ook heeft gedaan met de maatregelen met betrekking tot de rechterlijke macht.

Ik moet in alle eerlijkheid toegeven dat ik tijdens de besprekingen in de commissie niet op de hoogte was van een brief uitgaande van de twee ministers die bevoegd zijn inzake het Openbaar Ambt. Deze brief dateert van 29 januari 1982. U heeft trouwens zelf toegegeven dat men toen reeds werkte aan de voorbereiding van dit ontwerp en dat in dat kader in 1982 en 1983 zelfs maatregelen werden genomen bij volmachtbesluiten. Ik citeer uit die brief, ondertekend door Vice-Eerste minister Nothomb en staatssecretaris Waltniel: «De regering heeft geenszins de intentie de essentiële regelingen van het pensioenregime in de overheidssector te wijzigen.»

Mijnheer de staatssecretaris, ik zal niet verder ingaan op de vraag of dit ontwerp al dan niet harmoniserend is. Zeker is echter dat de regering door de voorstelling van de artikelen met betrekking tot de overheidssector het akkoord dat ze had gesloten met de vakorganisaties niet heeft gerespecteerd.

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales. — Vous êtes rapporteur du projet, monsieur Egelmeers, et vous connaissez donc le contenu de l'accord passé avec le gouvernement. Le protocole, que je vous ai d'ailleurs remis, figure en annexe I à la page 244 du document. Je ne comprends pas que vous puissiez penser que le projet n'est pas conforme à cet accord.

De heer Egelmeers. — Mijnheer de staatssecretaris, ik heb zelfs gezegd dat het in het verslag staat en ik heb, zacht uitgedrukt, mijn twijfels daarover uitgesproken in de commissie.

Het amendement van de regering bij artikel 61, waardoor hetgeen was overeengekomen in het akkoord wordt vastgelegd, blijkt niet de oplossing te brengen aan wat werd overeengekomen. Bij de artikelsgewijze bespreking kan dit misschien nader onder de loupe worden genomen. Voorts is er nog de kwestie of zelfs de tekst van artikel 61 wel tegemoetkomt aan de inhoud van het akkoord. Maar, mijnheer de staatssecretaris, dat heeft niets te maken met het wel of niet rapporteur zijn. In elk geval was het niet het moment om via het ontwerp 557 op die manier het probleem van de weduwen en de wezen aan te pakken.

De heer Leemans treedt opnieuw als voorzitter op

Het gaat er hier niet om of er harmoniserende maatregelen moeten worden getroffen, het gaat om een politieke daad, en daaromtrent bestaan ernstige twijfels. En dan formuleer ik het nog voorzichtig. Ik ben ervan overtuigd dat indien er ook maar één artikel was ingelast met betrekking tot de overheidssector, het niet zou overeenstemmen met de

opvattingen van de regering, die zij in een brief van januari 1982 heeft bevestigd. Tijdens de onderhandelingen met de betrokken vakorganisaties en de vertegenwoordigende minister werden ze nogmaals herhaald.

Naar mijn mening werd alleszins een stap te ver gedaan. Ik herhaal dat het de regering er alleen om te doen is te besparen zonder meer, onder het mom van een harmonisering ten aanzien van de twee andere stelsels. (*Applaus op de socialistische banken.*)

M. le Président. — La parole est à M. Jules Peetermans.

M. J. Peetermans. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, chers collègues, le projet qui nous est soumis constitue indiscutablement un énorme effort en vue de rationaliser un secteur de la sécurité sociale qui en avait grand besoin. Il fallait, en effet, mettre de l'ordre dans la multiplicité des régimes et dans les disparités injustifiables qu'elle engendrait.

L'uniformisation n'est cependant pas encore totale entre les droits et les obligations des uns et des autres. S'il y a effectivement une harmonisation plus poussée, on n'en arrive pas pour autant à un système unique de pension applicable quelle que soit la catégorie socioprofessionnelle considérée.

D'aucuns le regrettent et auraient préféré une construction tout à fait cartésienne, plaçant sur un pied de complète égalité les fonctionnaires, les salariés et les indépendants.

L'occasion se présentait de faire un pas plus important dans cette voie, mais les grèves intervenues dans le secteur public vous ont apparemment fait renoncer, monsieur le ministre, à conduire votre réforme jusqu'à son terme.

C'est peut-être dommage, alors que le gouvernement proclame son souci de «responsabiliser» les assurés sociaux et d'instaurer une parfaite transparence des systèmes.

Vous avez vous-même reconnu, monsieur le ministre, la nécessité de prendre des mesures plus radicales dans le contexte actuel et en fonction des perspectives d'avenir telles qu'elles se présentent aujourd'hui.

On peut, dès lors, se demander si la notion de salaire différé ne risque pas d'être remise en cause à moyen terme sous la pression du déficit croissant, compte tenu du nombre élevé de travailleurs du secteur public — leurs effectifs se montent à neuf cent mille unités — et en raison de l'accroissement de la longévité.

Des écarts trop considérables subsistent encore entre les âges requis pour la prise de cours de la retraite et l'on n'a pas supprimé des privilèges peu compatibles avec la période de crise que nous traversons. Il y a donc lieu d'émettre quelques réserves à propos du caractère inachevé de la réforme proposée et de ses imperfections. Elle contient néanmoins des éléments positifs.

C'est ainsi qu'elle consacre le régime de pension des travailleurs salariés comme modèle de régime de base unique. Cette conception tend vers une plus grande justice. La pension est proportionnelle aux rémunérations perçues durant la carrière, ce qui est parfaitement logique. Le projet prévient, toutefois, ce que le principe aurait de trop rigide, de trop automatique, en prévoyant, d'une part, une pension minimale forfaitaire en faveur de personnes à revenus modestes et en écrétant, d'autre part, les pensions qui dépassent un certain plafond fixé suffisamment haut pour préserver une échelle raisonnable entre le minimum et le maximum.

En outre, nous nous réjouissons de voir, enfin, se réaliser l'égalité de traitement entre l'homme et la femme en matière de pension de survie due au conjoint. Ainsi sera réparée une injustice flagrante qui n'a que trop duré.

On ne peut qu'applaudir à l'instauration de l'unité de carrière, qui encouragera la mobilité professionnelle, facteur de progrès et de productivité. Désormais, les droits acquis par un fonctionnaire seront maintenus s'il passe du secteur public à un autre régime.

Les indépendants percevront dorénavant une pension proportionnelle aux sommes qu'ils auront versées en vue de sa constitution. C'est là encore un progrès majeur qu'il convient de souligner.

Enfin, toutes les personnes veuves toucheront, à l'avenir, 60 p.c. du traitement moyen de leur conjoint décédé. Cette mesure met le régime public et le régime privé sur le même pied. Nous nous en réjouissons.

Le projet n'est donc pas dénué de mérite. Il représente l'aspect positif des mesures prises dans le domaine des pensions, la zone d'ombre se situant dans les arrêtés publiés antérieurement, qui ont tous eu pour

effet de diminuer les revenus des retraités et qui sont à la base des réductions de dépenses dans ce secteur.

Le groupe auquel j'appartiens partage l'avis que vous avez émis dans votre exposé introductif, lorsque vous avez regretté l'exploitation, à des fins commerciales, de l'inquiétude qui se développe dans l'opinion publique en raison du rapport de plus en plus défavorable entre la population active et les inactifs. Comme vous, nous pensons qu'il faut rassurer la population. La meilleure façon de le faire est de prendre à temps les mesures visant à maîtriser la croissance des charges.

Il faut également lui donner l'assurance qu'un système de pension légale sera maintenu à un niveau suffisamment attractif pour faire échec à toute privatisation du système de pension.

Le problème des pensions est inséparable de celui du chômage.

En effet, la charge des inactifs ne peut dépasser une limite qui la rendrait insupportable pour la population active.

Il y a quelque chose d'incohérent dans le fait qu'on doive réduire les revenus des retraités alors que le pays compte un demi-million de chômeurs. Incontestablement, la mise au travail des sans-emploi résoudrait les difficultés entraînées par l'existence d'un nombre croissant de personnes âgées. Tel est, selon moi, le problème majeur de notre époque. Formellement, il peut paraître étranger au débat. En fait, il le domine. Mais je suis conscient qu'il ne peut être résolu d'un coup de baguette magique. Il n'en reste pas moins que la lutte contre le chômage est indispensable si l'on veut diminuer les charges et trouver les moyens d'assurer tous les services et avantages qui découlent de notre législation sociale.

Les réserves que j'ai émises au début de mon exposé annonçaient le vote d'abstention du groupe que je représente à l'égard d'un projet dont, je le répète, les aspects positifs sont toutefois indéniables. (*Applaudissements sur les bancs du FDF.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Cooreman.

De heer Cooreman. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, geachte collega's, ik meen niet dat wij op dit late uur de vele goede dingen, die hier zijn gezegd, hoeven te herhalen. Maar het is goed het probleem van de pensioenen te situeren in het algemeen kader van de problemen waarvoor wij staan. In de komende 20-25 jaar zullen wij vier zeer belangrijke uitdagingen meemaken, wat niet betekent dat wij vandaag in paniek moeten raken, maar wel dat wij de nodige maatregelen moeten nemen om deze uitdagingen aan te kunnen. Ten eerste, is er het probleem van de werkloosheid. Wij hebben op het ogenblik 850 000 werkzoekenden en het is niet uitgesloten dat dit cijfer oploopt tot 1 miljoen, want het einde van de crisis is nog niet in het zicht. Ten tweede, hebben wij de zeer zware hypotheek van het toenemend tekort op de begroting met de rentelast die er aan gekoppeld is, een tekort dat elk jaar stijgt ondanks de besparingen die men reeds verschillende jaren heeft pogen te verwezenlijken. Ten derde, is er het probleem van de pensioenen waarop ik dadelijk terugkom. Ten vierde, is er de demografische structuur van ons land, de veroudering van de bevolking met te weinig geboorten om het evenwicht te behouden. Ook daar is er een gevaarlijke evolutie die zich, bijna zonder dat men het gewaar wordt, maar bestendig, elke dag doorzet.

Deze vier uitdagingen houden rechtstreeks verband met elkaar; de ene beïnvloedt de andere.

Herhaaldelijk is vandaag beweerd dat dit wetsontwerp een zeer belangrijke stap is in de richting van een oplossing voor de problemen van de pensioenen. Niemand heeft voor ogen dat dit ontwerp de oplossing zou zijn, maar wel de eerste stap in de goede richting. Zonder deze fase zou het niet mogelijk zijn zelfs maar te zoeken naar de gezondmaking van het structurele probleem van deze sector.

De kranten hebben de voorbije jaren de bevolking herhaaldelijk gearmeerd door te stellen dat men de pensioenen niet meer zou kunnen betalen. In zekere zin was dit juist, omdat men reserves diende aan te gaan en omdat ons land de voorbije jaren, ook dit jaar trouwens, verplicht was te gaan lenen in het buitenland om de pensioenen van de staatsambtenaren uit te betalen, gelet op het enorme tekort in de begroting.

Mendès-France heeft ooit gezegd: «Gouverner, c'est prévoir». Wij moeten inderdaad tijdig maatregelen nemen. De zorg voor de oude dag is een bekommerning die bij ieder in dit land zeer diep geankerd is en dit zal blijven. Pas sinds de jongste wereldoorlog kunnen wij, niet aan

iedereen, maar toch aan een groot deel van de bevolking, een behoorlijk pensioen verzekeren, een persoonlijke voorziening voor de oude dag.

Het streefdoel is te belangrijk om aan improvisatie te doen, of om niet tijdig de nodige maatregelen te nemen.

Het uitstekend verslag van de rapporteurs verwijst naar een studie die gepubliceerd werd door de Koninklijke Vereniging van Belgische Actuarissen.

Ik zal die cijfers niet hernemen, maar wil toch duidelijk stellen dat, indien men de cijfers van deze actuarissen betwist, cijfers van mensen die daartoe speciaal zijn gevormd en geschoold en wier beroep het is berekeningen te maken, deze betwisting duidelijk moet zijn gesteld en dat men niet eenvoudigweg kan zeggen dat niemand van ons de toekomst kan voorzien.

Het is evident dat men in de jaren 50, zoals in het verslag is vermeld, niet de omstandigheden van vandaag kon voorzien. De gelukkige verlenging van de levensduur, dank zij de vooruitgang van de geneeskunde, heeft een negatieve weerslag op het pensioenstelsel. Vooraanstaande geneesheren verklaren dat het voor de geneeskunde op het ogenblik theoretisch mogelijk is het aantal honderdjarigen in ons land te verhogen. Zij beweren dat de technische prestaties van de geneeskunde van die aard zijn dat men de gemiddelde levensduur van de bevolking in ons land in belangrijke mate kan verlengen.

Wij verheugen ons daarover. Maar dit heeft een rechtstreekse weerslag op de pensioenen die zullen moeten worden betaald. De demografie bepaalt immers in grote mate de repartitie. Naarmate het aantal tewerkgestelden vermindert, wordt die repartitie zeer kwetsbaar. Als men deze geneeskundige technische vooruitgang kan toejuichen, moet men zich ook bewust zijn van de keerzijde van de medaille en daarvoor de nodige maatregelen durven te nemen.

Collega De Smeyter, die niet meer aanwezig is, had ik wel graag geantwoord op zijn uiteenzetting in verband met de verschillende pensioenstelsels. Wij hebben reeds een minister van Pensioenen gekend die lid was van deze vergadering. Hij heeft deze stelsels toen erkend en niet aangevochten. Wij hadden een adjunct-minister van Financiën, de heer Willockx, een zeer verstandig man, die deze stelsels toen ook heeft erkend en nooit betwist. Er zijn nu landen die juist naar het driezuilenstelsel gaan. Zwitserland, gekend als een vooruitstrevend land, met zeer weinig werklozen, is sinds korte tijd in die richting gegaan. Wij hebben noorderburen van wij men moeilijk kan zeggen dat zij zeer kapitalistisch zijn ingesteld. Zij kennen echter in ruime mate een stelsel van aanvullende pensioenen, zodanig dat het belangrijkste pensioenfonds van Nederland in staat zou zijn om de Belgische schuld te kunnen terugbetalen. Dat is 4 000 miljard.

De heer Egelsemeers. — U moet alles zeggen. In Zweden en Nederland wordt een nationaal pensioen toegekend, dat evenwel niet erg hoog is. Het is bijna gelijk aan het minimumpensioen in België. Dat is de reden van die extra-legale pensioenen.

De heer Cooreman. — Ik wil hier geen vergelijking maken tussen Nederland, Zwitserland en België. Het is volgens mij verkeerd de ideologische toer te willen opgaan. Laten wij dit zuiver mathematisch, zuiver economisch onderzoeken.

Wat is belangrijk in Nederland? We kunnen ook andere landen in dit verband citeren. In Nederland zijn de reserves die worden aangelegd in zeer grote mate beschikbaar voor de economie, ook voor de Staat, en scheppen de mogelijkheid om op deze manier de investeringen van de Staat te financieren tegen een rente die veel lager is dan bij ons.

Ik ben het volledig eens met de titel van het uitstekend boek van Neuman *De l'épargne à l'emploi*. De titel is overduidelijk. Wij moeten de mensen aansporen om te sparen. Op die manier dragen zij in grote mate bij tot het veilig stellen van hun toekomst en tot de werkgelegenheid in de periode dat zij zelf nog actief zijn.

De economie vormt als het ware één geheel.

De heer Seeuws. — U mag geenszins beweren dat de werknemers niet zouden sparen. Hoeveel dragen zij niet af voor pensioen en andere sociale voorzieningen?

De heer Cooreman. — Geachte collega, mag ik er u op wijzen dat de jongste 24 maanden het spaarvermogen van de privé-spaarkassen is gestegen met gemiddeld 10 miljard per maand? Er wordt gelukkig dus vrij veel gespaard in dit land, maar het grote gevaar daarbij is dat die spaargelden naar de Staat gaan tegen te gemakkelijke voorwaarden. Dat

levert een gevaar op voor het tekort op de begroting en voor de economie als dusdanig. Wanneer immers onze economie mocht heropleven, dan gaat de Staat weer lenen in het buitenland.

Ik wil over dit onderwerp geen polemiek beginnen. Wij zullen later de gelegenheid krijgen om daar meer ten gronde over te discussiëren.

Ik wilde alleen voorstellen dat uitsluitend rekenen op solidariteit totaal fout is. Wij hebben daar in de geschiedenis veel voorbeelden van. Men moet veel meer trachten een evenwicht te bereiken tussen enerzijds, de solidariteit en anderzijds, de eigen verantwoordelijkheid. Die twee criteria moeten in evenwicht worden gebracht maar dat kan niet in één dag gebeuren. Wij moeten dienaangaande weten in welke richting wij zullen gaan. Ik wilde nog onderstrepen dat het spaarvermogen van de ene, de werkgelegenheid van de andere kan stimuleren. Dit alles samen kan zorgen voor de oude dag van iedereen en dat is hetgeen ons vandaag hier bekommert.

De heer Seeuws. — Waar ligt de solidariteit met de 800 000 werklozen van nu?

De heer Cooreman. — Mijnheer Seeuws, wij moeten ervoor zorgen dat onze kinderen niet moeten betalen voor twee pensioenen, het pensioen van hun ouders en hun eigen pensioen. Daarom moet men tijdig de nodige maatregelen nemen. Nu kan men nog wat redden. Als men wacht met het nemen van gepaste maatregelen zal het te laat zijn of zullen alle inspanningen tevergeefs zijn. *(Applaus op de banken van de meerderheid.)*

De heer Seeuws. — Daarmee zijn wij het eens.

Mme Remy-Oger. — Comment voulez-vous épargner sans travail?

M. le Président. — La parole est à M. Gevenois.

M. Gevenois. — Monsieur le Président, monsieur le ministre, mesdames, messieurs, voici très longtemps qu'on parle d'harmoniser les différents régimes de pension. Très souvent, le système des pensions dans notre pays est présenté comme un ensemble compliqué de règles venues s'ajouter les unes aux autres au fur et à mesure qu'il fallait rencontrer des situations nouvelles.

Il est exact que le système actuel n'est pas simple et qu'il convenait d'y apporter certaines simplifications. D'ailleurs, le Parti socialiste a toujours eu le souci de rencontrer les situations des travailleurs, en général, et de ceux qui arrivent au terme de leur vie active, en particulier.

Cependant, notre crainte, au moment où la majorité va voter ce projet est que, derrière un objectif louable d'harmonisation, on procède à un nivellement par le bas dont les pensionnés et leur famille seront les victimes.

Ce projet n'est-il pas qu'une étape?

Que nous réservent les jours et les années à venir si le gouvernement continue à poursuivre à tout prix une politique sociale avec des œillères budgétaires?

Le gouvernement actuel a largement utilisé les pouvoirs spéciaux en matière de politique sociale. La politique de rigueur se fait sentir chaque jour de plus en plus durement dans les familles et, plus encore, quand ces familles doivent recourir à la sécurité sociale.

Il suffit de rappeler les multiples cotisations complémentaires et nouvelles, qui sont venues s'ajouter aux très nombreuses restrictions dans les divers secteurs de la sécurité sociale.

Je ne citerai comme exemple que la limitation de l'indexation pour les pensions du secteur public, ce que certains ont appelé la solidarité à rebours, les dispositions de l'arrêté royal n° 30 qui a réduit les revenus des veuves, la suppression de l'indemnité d'adaptation, la suppression des systèmes de la prépension légale, etc.

A de très nombreuses reprises, nous avons démontré l'iniquité entre la rigueur appliquée par le gouvernement aux gagne-petit et son laxisme à l'égard des détenteurs de gros capitaux.

Mme Remy a parlé longuement du contenu du projet de loi. Je souhaiterais cependant revenir sur le principe de l'égalité de traitement entre hommes et femmes que ce projet prétend mettre en œuvre.

En fait, M. Mainil envisage l'instauration d'une pension de survie au profit des veufs et celle d'une pension au taux ménage au profit des travailleuses retraitées ayant leur mari à charge.

Très bien, mais il faut cependant se souvenir que pour compenser les « innovations », le ministre se proposait de ramener de 110 à 100 p.c. de la pension de survie, le plafond actuel du cumul entre une pension de retraite et une pension de survie.

Le ministre est-il réellement revenu sur les projets ou est-ce, après la grève des pouvoirs publics, un recul pour mieux sauter?

Je vous dirai, monsieur le ministre, que comme beaucoup de membres de cette assemblée, je suis inquiet pour l'avenir du système des pensions et pour celui des pensionnés. Vous me répondrez que, vous aussi, vous vous préoccupez de cette situation, qui est la raison d'être de votre projet.

Je suis inquiet parce qu'on assiste à une véritable opération de séduction de la part des compagnies privées d'assurances pour convaincre les travailleurs de l'utilité, voire de la nécessité de contracter des pensions complémentaires. Ce qu'on ne dit pas aux travailleurs, ce sont les risques qu'ils courent, à long terme, en contractant de telles assurances, et le gouvernement ne fait rien pour souligner les aspects négatifs de telles opérations publicitaires.

Une autre raison d'inquiétude réside dans les bruits alarmants circulant au sujet du paiement des pensions légales et dont vous vous êtes inquiété lors de votre interview à la RTBF ce lundi, monsieur le ministre.

Ici aussi, le gouvernement devrait, me semble-t-il, mettre les choses clairement au point et éviter de laisser se développer cette situation dont profitent exclusivement les compagnies privées d'assurances.

Nous ne pouvons laisser l'inquiétude se développer parmi les pensionnés. Pour le PS, il est impensable, par le biais des pouvoirs spéciaux ou par tout autre moyen, de porter à nouveau atteinte au pouvoir d'achat des pensionnés dont la majorité ne bénéficie que d'un revenu insuffisant. Sait-on que pratiquement 80 p.c. des pensions se situent à un niveau inférieur à 25 000 francs par mois? Sait-on que la majorité des fonctionnaires atteignent à peine 30 000 francs brut par mois à condition de se prévaloir d'une carrière complète, soit quarante-cinq ans au service de l'Etat?

Il faut assurer la viabilité du système légal de pension dans le cadre de la solidarité entre actifs et inactifs et refuser le système d'aide sociale complété par des assurances complémentaires tel qu'il est préconisé par l'aile libérale de ce gouvernement.

L'arrêt, depuis plusieurs années, du mécanisme de liaison des pensions à l'évolution du bien-être provoque une nouvelle dérive des pensions anciennes par rapport aux nouvelles. Il conviendra d'être attentif à ce problème et de trouver une solution.

Il faut qu'on s'attache enfin à limiter les pensions extra-légales élevées notamment par l'instauration d'un plafond absolu, comme cela a été fait pour les pensions du secteur public.

Sait-on qu'en Belgique, les réserves constituées dans le cadre des pensions extra-légales s'élèvent à plus ou moins 210 milliards dont 150 milliards pour les assurances-groupes et 60 milliards pour les fonds de pensions constituées au sein des entreprises?

Sait-on qu'en Belgique les très hautes pensions se trouvent dans le secteur privé par le biais de formules extra-légales, certains s'octroyant des « compléments » très nettement supérieurs à la pension légale dont le maximum est pour un employé, de 34 000 francs par mois? Le cadastre des pensions établi par l'Inami permet progressivement d'éclaircir cette situation et ceci fait apparaître clairement qu'elle ne correspond pas au schéma mental classique « les hautes pensions sont dans le secteur public ».

Vous pouvez donc constater que le PS est une parti responsable qui refuse toute démagogie et toute promesse inconsidérée, mais il entend garantir les droits que les travailleurs se sont constitués pendant leur carrière professionnelle, dans le cadre de la solidarité. C'est cette solidarité que la droite, profitant de la période de crise, veut remettre en question en menant campagne en faveur de la privatisation.

La récente grève dans le secteur public a démontré que les travailleurs étaient capables de faire reculer le gouvernement lorsqu'il s'attaque à des principes fondamentaux.

Je suis convaincu que, malgré leur âge, les pensionnés tant du secteur public que du secteur privé se battraient avec autant de vigueur si leurs droits étaient remis en cause.

Quoi qu'il advienne, ils pourront compter sur l'appui du PS ce qui n'est pas le cas pour votre projet, monsieur le ministre. *(Applaudissements sur les bancs socialistes.)*

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer De Kerpel.

De heer De Kerpel. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, geachte collega's, de sprekers die mij op deze tribune zijn voorafgegaan hebben uitvoerig uitgeweid over de beginselen die dit wetsontwerp inspireren. Daarbij werd meer speciaal de nadruk gelegd op de dringende noodzakelijkheid een zekere harmonisering tot stand te brengen tussen de verschillende stelsels.

Deze doelstelling is ongetwijfeld zeer lovenswaardig, op voorwaarde nochtans dat zij de regering ertoe aanzet de interferentie tussen de drie stelsels zo goed als mogelijk te organiseren, daartoe de onontbeerlijke aanpassingen voor te stellen, het liefst in een eigentijds perspectief.

Denken wij bijvoorbeeld, aan de gelijkberechtiging tussen mannen en vrouwen, met dien verstande dat zij daarom nog niet vervalt in een blinde gelijkschakeling tussen de drie stelsels die alle drie gegriffeld zijn op drie totaal verschillende sociale statuten. Daar het ontwerp in zijn huidige vorm in ruime mate strookt met deze zienswijze, ben ik wel bereid de regering te volgen in haar initiatieven die zij gemeend heeft daartoe te moeten nemen.

Hoe lovenswaardig deze bekommerning ook moge zijn, toch wensen wij zekere vraagtekens te plaatsen achter sommige bepalingen uit het ontwerp en meer speciaal dan bij de artikels 29 en 30, waarin gehandeld wordt over de minimum rustpensioenen.

In deze artikels worden de voorwaarden omschreven volgens welke het overheidspersoneel, dat definitief ongeschikt werd bevonden voor de uitoefening van zijn taak, aanspraak kan maken op het minimumpensioen — rustpensioen dat in deze omstandigheden eigenlijk moet geassimileerd worden met de invaliditeitspensioenen zoals men die kent in het regime van de werknemers.

Op de eerste plaats wil ik er de aandacht op vestigen dat artikel 30 een totaal nieuw begrip introduceert in de pensioenregeling van het overheidspersoneel. Er wordt immers bepaald dat in de toekomst zou worden overgegaan tot de vaststelling van de invaliditeitsgraad van de betrokkenen. Gesteld dat deze invaliditeitsgraad determinerend is om te weten of er ja dan neen een minimumpensioen wordt toegekend en daarbij aansluitend op welke basis dit minimumpensioen wordt berekend.

Het wetsontwerp bepaalde in zijn oorspronkelijk tekst dat deze invaliditeitsgraad zou worden vastgesteld bij referentie naar de officiële Belgische schaal ter bepaling van de graad van invaliditeit. Deze referentie heeft in uw commissie het voorwerp uitgemaakt van lange moeilijke discussies waarbij de staatssecretaris steeds opnieuw uiting gaf aan zijn bekommerning de vaststelling van de invaliditeitsgraad te objectiveren aan de hand van een bestaande reglementering.

De referentie naar deze officiële Belgische schaal bleek ons minder gelukkig, niet alleen om reden dat deze schaal sterk verouderd was, maar vooral omdat zij onvoldoende rekening houdt met de specifieke geschiktheid voor de uitoefening van beroepsbezigheden. Ik heb dan ook in de commissie een amendement ingediend ten einde deze referentie naar de officiële Belgische schaal te schrappen.

Tot besluit van de gedachtenwisselingen die in uw commissie daaromtrent plaatsvonden, werd ons amendement aanvaard met eenparigheid van de achttien aanwezige leden.

Hoewel deze aanpassing van het ontwerp mij enigszins verheugt, blijf ik toch sceptisch nopens de concrete weerslag van de genomen optie. De heer staatssecretaris heeft immers gemeend desalniettemin te moeten verklaren dat de bevoegde geneeskundige overheid op het terrein zou worden uitgenodigd dit barema als leidraad te nemen voor haar beslissingen. Deze verklaringen van de heer staatssecretaris nopen mij ertoe deze problematiek nogmaals ter tafel te leggen, gezien hij met de ene hand terugnemt, hetgeen hij met de andere hand met tegenzin heeft toegegeven.

Zonder de commissiebesprekingen te willen herbeginnen, wou ik dan ook de staatssecretaris met aandrang vragen dat hij op duidelijke wijze zou beamen — en ik citeer het uitstekend verslag van onze collega's Vangeel, Egelsemeers en Conrotte — dat de officiële Belgische schaal alleen invaliditeitspercentages of ramingsmarges aangeeft en dat zij de verantwoordelijke arts niet in staat stelt om een globaal oordeel uit te spreken.

En ik citeer verder:

«In sommige gevallen kan deze arts geen ongeschiktheid van 66 pct. toekennen, ondanks zijn overtuiging dat het personeelslid volledig ongeschikt is. Waaraan zelfs is toegevoegd dat het daarenboven juist is

dat de voorziene berekeningsmethode de arts soms verhindert in geval van meervoudige invaliditeit een volledig en objectief oordeel te vellen.»

Eerder dan langs een omweg deze betwiste officiële schaal toch in de pensioenwetgeving te introduceren, komt het ons voor dat zou moeten worden gestreefd naar nieuwe, eigentijdse en specifieke criteria, die zowel zouden moeten gelden in de pensioenregeling van de overheidssector als in de pensioenregeling van de werknemers en van de zelfstandigen, telkens voor de vaststelling van de respectieve aanspraken op pensioen en een graad van invaliditeit moet worden vastgesteld.

Het komt ons voor dat de regering op dat stuk een initiatief zou moeten nemen, gezien het ons niet onbekend is dat momenteel op het stuk van de ziekteverzekering eveneens zekere mogelijkheden gerezen zijn bij ontstentenis van een dergelijke richtlijn.

Op de tweede plaats wou ik de aandacht van de vergadering vestigen op de zware implicaties die deze invaliditeitsgraad voortaan zal hebben op de persoonlijke situatie van de ambtenaar die het ongeluk heeft op jongere leeftijd als definitief ongeschikt de deur te worden gewezen.

De aandachtige leden van deze vergadering zullen bemerkt hebben dat sommige ambtenaren, definitief ongeschikt verklaard voor de uitoefening van hun ambt, voortaan zullen verstoken blijven van een minimumpensioen, zelfs een minimumpensioen op het laagste niveau.

In artikel 29 wordt immers bepaald dat de gepensioneerden die geen gezinslast hebben en die evenmin alleenstaande zijn, uitgesloten worden van elk minimum rustpensioen vanaf het moment dat zij niet erkend werden als invalide voor 66 pct.

Deze uitsluiting heeft in de commissie het voorwerp uitgemaakt van een uitgebreide gedachtenwisseling, waarbij werd aangevoerd dat ingeval de gezinstoestand van de betrokken persoon gewijzigd wordt, hij te allen tijde zou kunnen vragen het minimumpensioen, voorzien voor de gezinshoofden of voorzien voor de alleenstaanden, te genieten.

Daarenboven werd als een waarborg vooropgesteld dat hij te allen tijde een nieuw geneeskundig onderzoek kan aanvragen, wanneer hij van mening is dat zijn gezondheidstoestand verslechterd is, derwijze dat hij meent een invaliditeit te kunnen laten erkennen van 66 pct.

Tenslotte, ingevolge een amendement dat wij in de commissie bepleiten, werd in de overgangsbepalingen een nieuw artikel 40 ingelast, waarbij de pensioenen, toegekend aan de personen beoogd in artikel 29 die op de datum van de inwerkingtreding van deze wet het minimumpensioen bepaald in artikel 2bis van de wet van 27 juli 1962 genieten, die niet voor ten minste 66 pct. als invalide erkend werden en die niet als gepensioneerde met gezinslast of als alleenstaande gepensioneerde beschouwd worden, niet minder mogen bedragen dan 40 pct. van de jaarlijkse minimumbezoldiging gewaarborgd aan het personeel van de ministeries.

Hetzelfde artikel 40 bepaalt dat dit minimum evenwel slechts wordt toegekend in de mate dat het jaarlijks totaal van het beroepsinkomen van het gezin, met inbegrip van de vergoedingen wegens ziekte of werkloosheid, niet groter is dan het verschil tussen enerzijds het bedrag dat in de pensioenregeling voor werknemers de schorsing van het pensioen tot gevolg heeft en anderzijds het bedrag van het pensioen vóór de toekenning van het minimum.

Het moet ons van het hart dat ondanks deze tegemoetkomingen het artikel 29 in zijn huidige vorm geen rekening houdt met de specifieke situatie van het overheidspersoneel, situatie, zoals het de toepassing van zijn administratief statuut ervaart. Men scheint er immers van uit te gaan dat de definitieve ongeschiktheid van een ambtenaar op een oppervlakkige, laat staan lichtzinnige manier zou worden vastgesteld.

Niets is minder waar. De definitieve ongeschiktheid is een beslissing die eigenlijk het eindpunt betekent van een bijzonder lange en pijnlijke procedure, waarbij niet alleen de administratieve gezondheidsdienst te pas komt, maar terzelfder tijd de arbeidsgeneesheer en waar daarenboven vooraleer tot deze belangrijke beslissing wordt overgegaan, de administratie in toepassing van bestaande reglementeringen, zorgvuldig heeft nagegaan, of er geen mogelijkheden bestaan tot reëffectatie in functies die de betrokkene, gelet op zijn gezondheidstoestand, toch nog zou kunnen uitoefenen.

Het is duidelijk dat de ambtenaar die op deze wijze uit de administratie wordt gestoten, die tegen deze beslissing vaak in beroep is gegaan en die tenslotte tegen heug en meug als definitief ongeschikt de deur wordt gewezen, niet kan worden vergeleken met de werknemer uit de privé-sector die, wanneer hij wegens arbeidsongeschiktheid een betrekking

verloren heeft, vaak verwezen wordt naar de werkloosheid, alwaar men de mogelijkheden uittest met het oog op eventuele reëffectaties.

Het systeem van de overheidssector is ten opzichte van de privé-sector benadeeld.

We kennen allemaal in onze omgeving talrijke concrete gevallen van mensen die op deze wijze overgeheveld worden van het ziekenfonds naar de werkloosheid en die in vele gevallen gedurende lange tijd als werkloze worden betaald, in afwachting dat hun situatie kan worden geregeld als invalide. Voor de ambtenaar bestaat deze mogelijkheid niet, met het gevolg dat hij op een bepaald ogenblik van zijn leven in een situatie terechtkomt die alleszins discriminatoir is ten opzichte van de situatie die hij zou bekomen indien hij tewerkgesteld was in de privé-sector.

Zoals ik reeds in de commissie verklaard heb, ben ik onder de indruk gekomen van de cijfers die door de staatssecretaris geciteerd werden als jaarlijkse bijkomende meeruitgave voor het geval men aan deze categorie enig minimumpensioen, zij het dan op het laagste niveau, zou toekennen. Ik wou er nochtans op wijzen dat ik deze beperking ervaar als bijzonder pijnlijk en ik stel daarbij de vraag of desgevallend geen regeling zou kunnen worden getroffen, waarbij, precies zoals men in de overgang van het ene naar het andere pensioenstelsel in dit wetsontwerp heeft voorzien, men terzelfder tijd aangepaste modaliteiten zou uitwerken volgens welke de betrokkenen zich desgevallend zouden kunnen inschakelen in het systeem van sociale zekerheid zoals dat voor de privé-werknemers het geval is.

Ik zou in alle geval de heer staatssecretaris willen vragen deze zaak te onderwerpen aan de aandacht van zijn collega's in de regering, die voor deze reglementering bevoegd zijn. Wat mij betreft, wil ik bij deze gelegenheid de wens uitdrukken dat een dergelijk onderzoek binnen de kortst mogelijke termijn zou worden uitgevoerd. (*Applaus op de banken van de meerderheid.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Vandezande.

De heer Vandezande. — Mijnheer de Voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, dames en heren, ik had natuurlijk graag gehad dat men vanmorgen was ingegaan op het verzoek het ontwerp naar de Raad van State te sturen. Ik had dat trouwens reeds gevraagd in de commissie. Dit zou voor ons nog een waarborg te meer zijn geweest dat de tekst degelijk zou zijn opgesteld, te meer omdat hij nog lang in de toekomst zal moeten meegaan.

Wij moeten ons neerleggen bij de democratische beslissingen en bijgevolg ga ik daar niet verder op in.

Nadat mijn collega Walter Peeters, een uiteenzetting heeft gegeven over de basisopties inzake de pensioenwetgeving, waaraan niet beantwoord is, ben ik zo vrij enkele beschouwingen te formuleren over de openbare sector.

Men mag niet vergeten dat in de openbare sector het pensioen moet worden aangezien als zijnde een uitgesteld loon. De ambtenaren van de overheidsdiensten genieten geen extra-legale pensioenen — met uitzondering van enkele parastatale instellingen — geen groepsverzekering enzovoort.

Op het ogenblik van hun aanwerving heeft men hun gezegd dat hun wedde niet te vergelijken was met die van de privé-sector doch dat zij, in compensatie, daartegenover de vastheid van betrekking krijgen evenals een zeer aantrekkelijk pensioen. Dit wordt aangezien als zijnde een verworven recht waaraan op het ogenblik afbreuk wordt gedaan. Ik zal dit vooral bewijzen, niet naar aanleiding van de rustpensioenen, doch naar aanleiding van de cumulatie van rust- en overlevingspensioenen evenals alle andere soorten pensioenen.

Ingeval van cumulatie van twee soorten overheidspensioenen, namelijk een rustpensioen met een overlevingspensioen, mag men niet uit het oog verliezen dat het koninklijk besluit nr. 30, getroffen in uitvoering van de wet op de bijzondere machten, nog altijd uitwerking heeft. Ik citeer in dit verband drie voorbeelden:

Ten eerste: een echtpaar, beiden klerk in een rijksdienst, elk met 35 jaar dienst en met het maximum van een barema van klerk, hebben een pensioen van 222.600 frank op het ogenblik van het overlijden van de echtgenoot. Het rustpensioen van de in leven zijnde echtgenoot bedraagt $222.600 \text{ frank} \times 35/60 = 129.850 \text{ frank}$.

Het overlevingspensioen bedraagt 100.175 frank. Beide pensioenen zijn berekend tegen 100 pct.

Bij toepassing van het koninklijk besluit nr. 30 heeft de overlevende echtgenote nog recht op 55 pct. van het maximum van de graadbezoldi-

ging op het ogenblik van het overlijden van de echtgenoot, dit is $222.600 \text{ frank} \times 55/100 = 122.430 \text{ frank}$.

Het rustpensioen van de vrouw van 129.850 frank is hoger dan het overlevingspensioen van 122.430 frank. De weduwe krijgt slechts één pensioen, namelijk haar overlevingspensioen van 122.430 frank, en het overlevingspensioen van 100.175 frank vervalt.

Ten tweede: de man is directeur en de vrouw bestuurssecretaris. Zij hebben beiden 35 dienstjaren en de maximumwedde in hun graad. De man overlijdt en had een wedde van 583.848 frank à 100 pct. Het maximumbarema van bestuurssecretaris is 436.932 frank. Het rustpensioen van de vrouw is $436.932 \text{ frank} \times 35/60 = 254.877 \text{ frank}$. Het overlevingspensioen van de weduwe is $583.848 \times 45/60 = 262.731 \text{ frank}$. Tot op het ogenblik van het koninklijk besluit nr. 30 had de weduwe: $254.877 + 262.731 = 517.608 \text{ frank}$.

Sinds het koninklijk besluit nr. 30 wordt de cumulatie teruggebracht tot 55 pct. van de wedde van de man op het ogenblik van het overlijden, of $583.848 \text{ frank} \times 55/100 = 321.116 \text{ frank}$.

In dit geval is het overlevingspensioen: $321.116 \text{ frank} - 254.877 \text{ frank} = 66.239 \text{ frank}$. De weduwe ontvangt haar volledig rustpensioen, dit is 254.877 frank en het overlevingspensioen wordt tot 66.239 frank teruggebracht. Het verlies bedraagt 196.492 frank.

Ten derde: een vrouw heeft een rustpensioen van 244.577 frank en een overlevingspensioen van 218.052 frank.

Sinds het koninklijk besluit nr. 30 is de pensioencumulatie en het maximumbarema van de overleden man als volgt: $437.564 \text{ frank} \times 55/100 = 240.666 \text{ frank}$.

De vrouw mag haar rustpensioen houden maar verliest haar overlevingspensioen van 218.052 frank.

Om de pijn te verzachten komt men tot die som geleidelijk door 10 pct. per half jaar af te trekken van haar oorspronkelijk pensioen tot zij aan haar rustpensioen van 244.577 frank komt.

Ik geef verdere voorbeelden van cumulatie van een overlevingspensioen en een rustpensioen.

In de veronderstelling dat het rustpensioen toegekend is na 1 juli 1982 is de aftrek direct en volledig.

Ik heb vijf voorbeelden uitgerekend, mijnheer de staatssecretaris, maar ik zal hier enkel de cijfers van het eerste voorbeeld aanhalen. De rest van de tabel zal ik u bezorgen, zo kan u mij morgen misschien mededelen of mijn berekeningen al dan niet juist zijn.

In het eerste voorbeeld gaat het om een overlevingspensioen van 190.054 frank en een rustpensioen van 171.948 frank. In het vroeger systeem gaf dit een totaal van 362.002 frank. Volgens de nieuwe regeling komt men na de berekening van 55 pct. van de wedde op het ogenblik van het overlijden tot een bedrag van 195.363 frank wat dus een verlies betekent van 166.639 frank. In de andere voorbeelden bedragen de verliezen 211.886 frank, 234.167 frank, 217.740 frank en 238.513 frank.

Hier volgt dan de tabel waarvan hoger sprake:

1. Overlevingspensioen: 190 054;

Rustpensioen: 171 948;

Totaal: 362 002;

55 pct.: 195 363;

Verlies: 166 639.

2. Overlevingspensioen: 221 629;

Rustpensioen: 218 151;

Totaal: 439 780;

55 pct.: 227 894;

Verlies: 211 886.

3. Overlevingspensioen: 195 411;

Rustpensioen: 253 108;

Totaal: 448 519;

55 pct.: 214 352;

Verlies: 234 167.

4. Overlevingspensioen: 185 966;

Rustpensioen: 246 726;

Totaal: 432 692;

55 pct.: 214 952;

Verlies: 217 740.

5. Overlevingspensioen: 310 660;
Rustpensioen: 254 917;
Totaal: 565 577;
55 pct.: 327 063;
Verlies: 238 513.

Bij cumulatie van een overlevingspensioen en een rustpensioen, wanneer de cumulatie bestaat vóór 1 juli 1982, wordt de aftrek gespreid over vijf jaar in tien tranches van 10 pct.

Op die manier worden in de overheidsdiensten de verworven rechten geschaad. Wat wij in deze, niet volledige groep van gevallen hebben willen aantonen is dat er schromelijk gesnoeid wordt, niet in het rustpensioen, waar het uitgesteld loon wordt geëerbiedigd, doch wel in de cumulatie van het rustpensioen met een overlevingspensioen van in overheidsdienst tewerkgestelde personen. Dit laatste is onaanvaardbaar omdat er schromelijk gehakt wordt in deze gecumuleerde pensioenen zoals ik heb aangetoond en hier wordt een lelijke deuk gegeven aan het uitgestelde loon ingeval van cumulatie van een rustpensioen en een overlevingspensioen.

Alle beloften die vroeger aan de ambtenaren werden gedaan, worden gebroken. Astronomische sommen worden aan die personen ontnomen en men verwijdt zich meer en meer van de privé-pensioenen waar er, buiten het wettelijk pensioen, extra-legaal pensioen, een groepsverzekering, een dertiende of veertiende maand wordt toegekend, evenals sociale voordelen die veel beter zijn dan in de overheidssector, bijvoorbeeld de vakantievergoeding.

Het komt ons niet toe te bepalen op welke wijze de afgelegde beloften moeten worden ingelost. Door het koninklijk besluit nr. 30 is een inbreuk op die beloften gepleegd. Het is de zaak van de regering het koninklijk besluit nr. 30 op te heffen en haar beloften na te leven, ofwel op de wijze

zoals dat in de privé-sector gebeurt, ofwel zoals in sommige parastatale instellingen gebeurt, ofwel op een andere wijze.

Wat nu geschiedt, kan niet door de beugel. (*Applaus op de banken van de Volksunie.*)

M. Mainil, secrétaire d'Etat aux Pensions, adjoint au ministre des Affaires sociales. — Puis-je vous demander, monsieur Vandezande, de me communiquer vos chiffres, afin d'examiner les comparaisons que vous établissez?

Vous avez dit qu'on ne pouvait pas toucher au salaire différé, d'une part. La pension du secteur public conserve ce caractère de salaire différé. Mais on ne peut pas davantage toucher aux pensions de survie, puisque celles-ci sont acquises à titre onéreux. Il est donc totalement impossible, dans ce cas, de toucher aux cumuls.

M. le Président. — Nous clôturerons cette discussion générale par la réponse du secrétaire d'Etat aux Pensions, M. Mainil, demain à 14 heures.

Au cours de notre séance du matin, nous examinerons le budget de la Santé publique.

Le Sénat se réunira demain mercredi 1^{er} février 1984, à 10 heures.

De Senaat vergadert opnieuw morgen woensdag 1 februari 1984, te 10 uur.

La séance est levée.

De vergadering is gesloten.

(*La séance est levée à 22 h 10 m.*)

(*De vergadering wordt gesloten te 22 u. 10 m.*)

1062